

Trop d'étrangers viennent en Suisse... et ce ne sont pas les bons !



Document de fond de l'Union Démocratique du Centre
sur la politique migratoire

août 2023

Table des matières

1. Situation initiale : trop d'étrangers viennent en Suisse.....	3
2. Situation initiale : ... et ce ne sont pas les bons !	4
3. Faits et analyse.....	6
3.1 Immigration d'un million de personnes et perte de contrôle	6
3.2 Une politique d'asile totalement hors de contrôle	9
3.2.1 Des milliards pour des migrants et demandeurs d'asile du monde entier	9
3.2.2 Un Africain sur trois touche l'aide sociale	10
3.2.3 Celui qui arrive jusqu'en Suisse y reste à jamais.....	11
3.2.4 Le système d'asile en Suisse souffre d'erreurs systémiques fondamentales	12
3.3 Qui vient en Suisse et dans quel but ?.....	14
3.3.1 De la main d'œuvre bon marché et du regroupement familial au lieu de travailleurs qualifiés	14
3.3.2 Les immigrés en profitent, mais pas les Suisses.....	15
3.3.3 Les frontaliers évincent les Romands et les Tessinois du marché de l'emploi	16
3.3.4 Les immigrés vident les caisses de l'assurance chômage.....	17
3.3.5 Les étrangers pèsent sur l'aide sociale	19
3.3.6 Caisse maladie et subsides	20
3.3.7 Résumé : une immigration vers l'Etat social	21
4. Les enfants Suisses bientôt en minorité.....	23
5. Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée dans la vie quotidienne	25
5.1 Pénurie de logements, loyers chers et propriété à peine abordable.	27
5.2 Pénuries d'électricité et augmentation continue des prix de l'énergie	28
5.3 Bétonnage du paysage.....	30
6. Criminalité importée et non-application de l'expulsion des criminels étrangers.....	33
6.1 Stopper les naturalisations de masse	36
7. Quid des autres partis ?	39
8. Conclusions et revendications.....	41

1. Situation initiale : trop d'étrangers viennent en Suisse...

La Suisse est frappée par une immigration démesurée dont elle a perdu la gestion et le contrôle politique, malgré la volonté populaire inscrite dans la Constitution¹ de limiter et de gérer activement l'immigration de masse. Ces deux faits fondamentaux - ou maux de base - marquent notre politique migratoire et entraînent de graves conséquences pour le pays et ses habitants. En un peu plus d'une décennie, la population de notre petit pays a augmenté d'un million d'habitants. D'ici quelques années, notre pays comptera plus de 10 millions d'habitants et la fin de cette explosion démographique liée à l'immigration n'est pas en vue. La libre circulation des personnes avec l'Union européenne ouvre les portes à un demi-milliard de personnes.

Le problème se résume simplement : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. Cela, parce que le Parlement n'applique pas l'initiative contre l'immigration de masse et parce qu'il existe également des incitations erronées et des lacunes massives dans le domaine de l'asile : il y règne une politique de la porte ouverte et de la sélection négative. En d'autres termes, la Suisse est envahie par un nombre croissant d'étrangers dont nous n'avons ni besoin, ni envie. Au lieu de faire venir de manière ciblée les migrants qui apportent une valeur ajoutée à notre pays, nous attirons en masse des profiteurs de l'asile peu formés et difficiles à intégrer, issus de cultures étrangères, qui n'ont qu'un seul objectif : profiter de notre prospérité durement acquise.

Nombre total d'immigrants pour la seule année 2022² :

Immigration nette (UE, États tiers, asile, statut S) en 2022:
180'000 personnes de plus en un an !

À cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales.
Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord.
Personne ne sait où se trouvent ces individus.

¹[Constitution fédérale, art. 121a.](#)

²Les 52 000 entrées illégales apparaissent dans les statistiques comme « Séjours illégaux - nombre d'arrestations ». Le nombre effectif d'entrées illégales est donc encore plus élevé.

Les conséquences de cette politique migratoire erronée se font sentir à tous les niveaux : immigration dans l'État social, explosion des prix des terrains et des loyers, bétonnage des terres cultivables, défiguration de la nature, routes encombrées et trains bondés, mise en péril de la sécurité de l'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires, baisse du niveau dans les écoles, ghettoïsation, tensions sociales, services d'urgence débordés et système de santé surchargé, augmentation des primes d'assurance maladie, échec de l'intégration, hausse de la criminalité... pour ne citer que les problèmes les plus urgents.

2. Situation initiale : ... et ce ne sont pas les bons !

La Suisse jouissait autrefois d'une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse, organisée par des bandes de passeurs alors que le PLR et le Centre empêchent l'expulsion systématique des criminels étrangers. Cette association toxique conduit à une « **nouvelle norme** » dans notre pays.



Dans le même temps, toutes les digues cèdent dans le domaine de l'asile. « Nous sommes confrontés à la plus grande crise des réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale », a déclaré Christine Schraner Burgener, cheffe du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).³ En 2022, la Suisse a enregistré 24'511 demandes d'asile, un chiffre qui n'avait plus été atteint depuis l'année record de 2015. A cela s'ajoutent 74'959 réfugiés ukrainiens avec le statut S (accueil collectif sans examen individuel des motifs d'asile), une charge énorme pour notre pays.

Augmentation de la population étrangère en 2022 :

Requérants d'asile	24'511
Réfugiés Ukrainiens	74'959
Solde migratoire	81'345
Total Augmentation de la population étrangère	180'815

Dans la présente prise de position sur la politique des étrangers et de la migration, l'Union démocratique du centre (UDC) présente, sur la base des chiffres et des faits déterminants, une analyse de la situation actuelle dramatique et présente ses exigences concrètes pour résoudre le problème. Car une chose est claire : l'immigration non contrôlée et l'explosion démographique non freinée doivent être stoppées. Seuls ceux qui ont abandonné la Suisse renoncent à une gestion autonome de la migration.

³<https://www.blick.ch/politik/sem-chefin-christine-schraner-burgener-im-interview-wir-sind-in-der-groessten-fluechtlingskrise-seit-dem-zweiten-weltkrieg-id18003533.html>.

3. Faits et analyse

3.1 Immigration d'un million de personnes et perte de contrôle

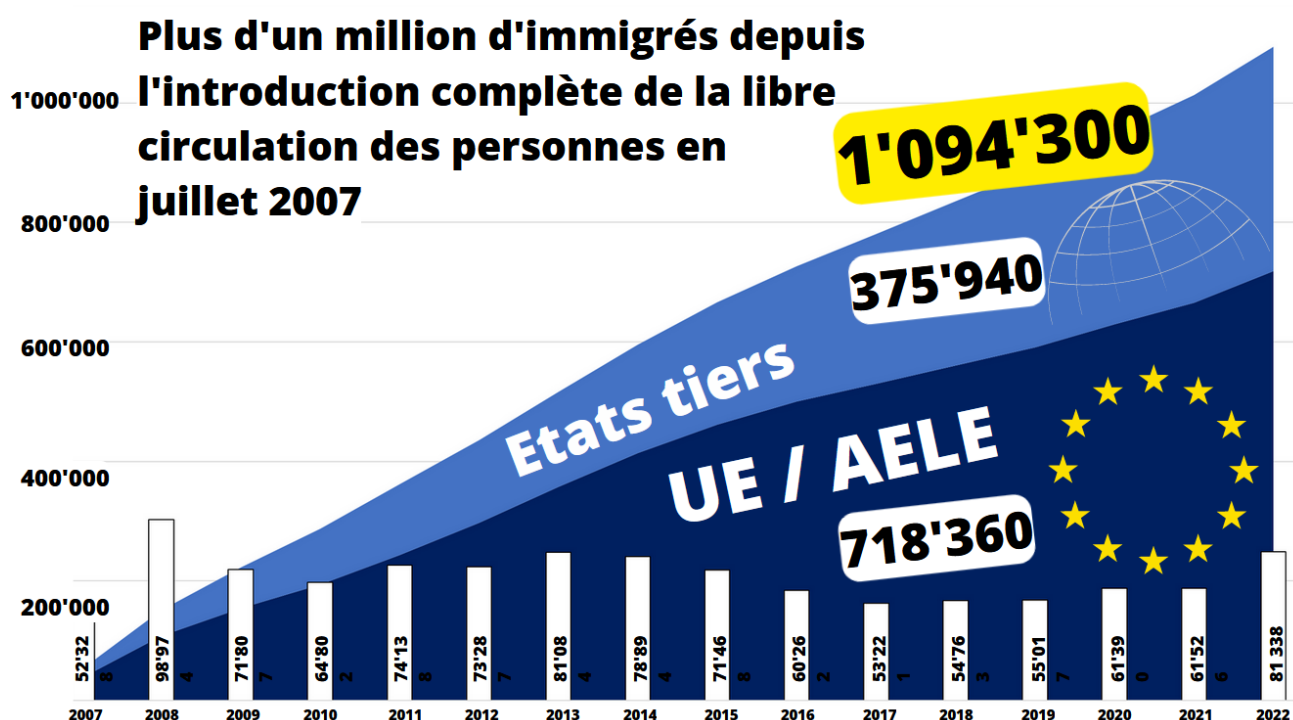
Le petit Etat qu'est la Suisse est soumis à une pression migratoire sans précédent. Depuis l'an 2000, la population résidente permanente a augmenté de 1.5 million de personnes (voir graphique). Fin 2022, près de 9 millions⁴ de personnes vivront sur les 41'000 kilomètres carrés de la Suisse, dont une grande partie est constituée de montagnes, de forêts, de lacs et de rochers inhabitables. Cette situation n'est pas due à une forte natalité mais à l'afflux continu d'étrangers : l'immigration est le principal moteur de la croissance démographique et la Suisse à 10 millions d'habitants sera bientôt une réalité. D'ici 2034, l'Office fédéral de la statistique table déjà sur 10.55 millions d'habitants (scénario « haut »).

Année	Population résidente permanente au 1 ^{er} janvier	Augmentation de la population
2000	7'164'444	39'611
2001	7'197'638	58'015
2002	7'255'653	58'200
2003	7'313'853	50'295
2004	7'364'148	50'954
2005	7'415'102	44'026
2006	7'459'128	49'611
2007	7 508 739	84'755
2008	7 593 494	108'362
2009	7'701'856	83'950
2010	7'785'806	78'206
2011	7 870 134	84'528
2012	7'954' 662	84'398
2013	8'039'060	100'571
2014	8'139'631	98'035
2015	8'237'666	89'460
2016	8'327'126	92'424
2017	8'419'550	64'580
2018	8'484'130	60'397
2019	8'544'527	61'506
2020	8'606'033	64'267
2021	8'670'300	68'491
2022	8'738'791	73'909
	TOTAL	1'468'551

Source : OFS, population résidente permanente. Les requérants d'asile et Statuts S n'apparaissent pas tous dans cette statistique, car ces catégories ne sont pas comptées comme « population résidente permanente ».

⁴La population résidente permanente s'élevait à 8.812 millions fin 2022. S'y ajoutent 75'000 Ukrainiens, environ 70'000 sans-papiers et des personnes dont la demande d'asile n'a pas encore été définitivement traitée.

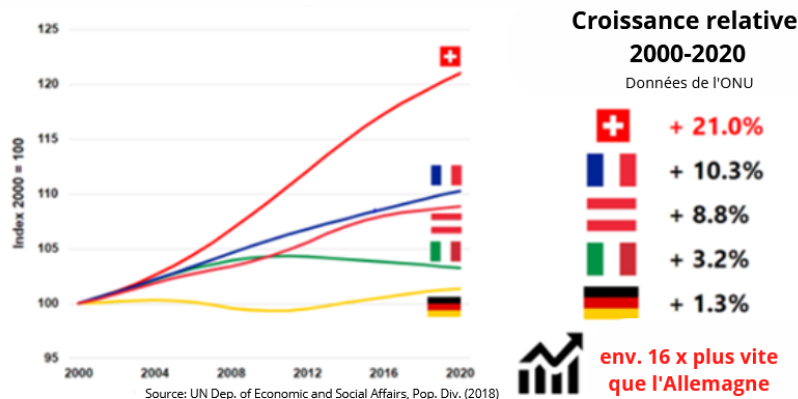
L'explosion démographique est particulièrement spectaculaire depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE le 1^{er} juillet 2007. Rien qu'au cours de ces 15 dernières années, la population résidente permanente de la Suisse a augmenté de plus d'un million de personnes (voir graphique). Depuis lors, la population a augmenté d'au moins 60'000 personnes chaque année, et même de plus de 108'000 en 2008 et 188'169 en 2022 ; à titre de comparaison, cela correspond à peu près au nombre d'habitants de la ville de Bâle. En moyenne, l'immigration nette vers la Suisse s'élève chaque année à environ 80'000 personnes. La Suisse croît donc chaque année de l'équivalent de la ville entière de Lucerne ou de Saint-Gall.



Source : SEM, solde migratoire dans la population résidente permanente. Les requérants d'asile et Statuts S n'apparaissent pas tous dans cette statistique, car ces catégories ne sont pas comptées comme « population résidente permanente ».

Une comparaison avec les pays voisins montre à quel point la croissance démographique liée à l'immigration est massive en Suisse. Alors que la Suisse a connu une croissance relative de 21 % entre 2000 et 2020, l'Allemagne n'a connu qu'une croissance de 1.3 % sur la même période. **La Suisse a donc connu une croissance 16x plus rapide que l'Allemagne !**

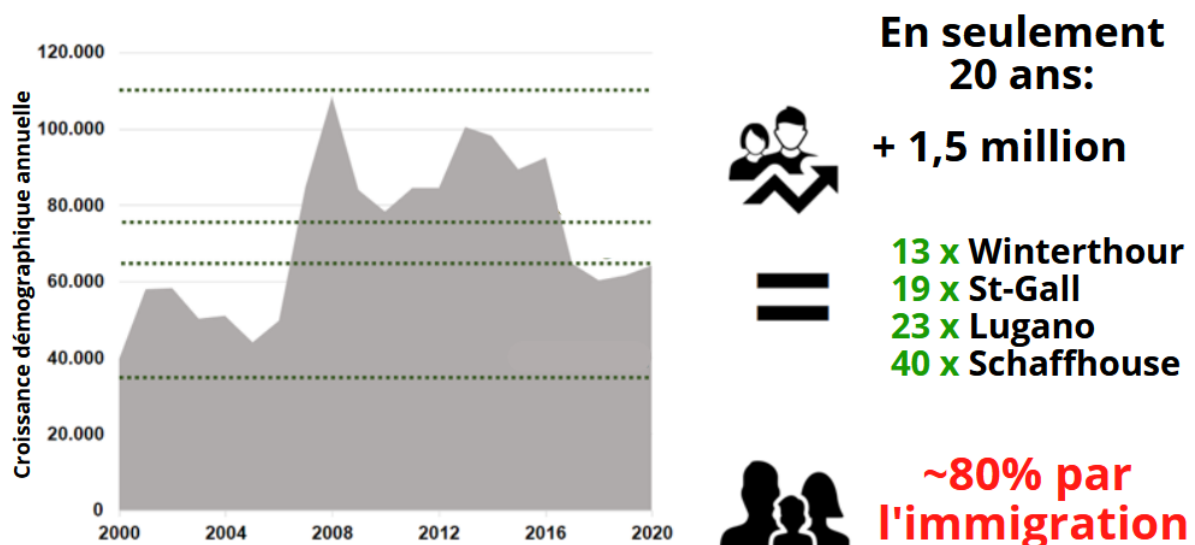
Croissance de la population dans les pays voisins



L'UDC voulait mettre un terme à cette immigration incontrôlée avec son initiative contre l'immigration de masse. Le 14 février 2014, le peuple a approuvé cette demande et donc le retour à une politique d'immigration mesurée, raisonnable et autodéterminée. Toutefois, la majorité de centre-gauche du Parlement a jusqu'à présent refusé de mettre en œuvre la disposition constitutionnelle idoine.

Le Parlement empêche ainsi la gestion et le contrôle autonomes de l'immigration décidés par le peuple. C'est un scandale politique qui porte gravement atteinte à la démocratie directe et qui est fatal pour le développement sain de notre pays. Il n'est pas acceptable que la Suisse lâche les rênes précisément dans ce domaine central et hautement sensible de la politique.

Augmentation de la population



3.2 Une politique d'asile totalement hors de contrôle

3.2.1 Des milliards pour des migrants et demandeurs d'asile du monde entier

Le chaos de la politique d'asile pèse également sur la Suisse et les contribuables. « Les centres d'hébergement pour requérants d'asile de la Confédération sont saturés et les cantons ouvrent en partie les abris de protection civile », rapportait le *Tages-Anzeiger*.⁵ En Suisse romande, « des communes appellent à l'aide », titre *Le Temps*. « Plusieurs localités n'arrivent plus à faire face à l'afflux de réfugiés sur leur territoire »⁶.

La situation de crise se traduit par l'explosion des coûts : rien qu'au niveau fédéral, ils s'élevaient à environ 1.5 milliard de francs en 2022. A cela s'ajoutent des coûts supplémentaires pharaoniques liés à la guerre en Ukraine et aux réfugiés ukrainiens titulaires du statut S. En 2022, ils s'élèvent à plus de 1.1 milliard de francs. Pour 2023, des dépenses de 4 milliards de francs sont budgétées !

Coûts de l'asile en 2021 (Confédération) : 1,5 Mrd.

Coûts de l'asile budgétés pour 2023 : 4 Mrd !

**Cela fait 450 francs d'argent public par personne et par an !
Ou 1'800 francs pour une famille de 4 personnes !**

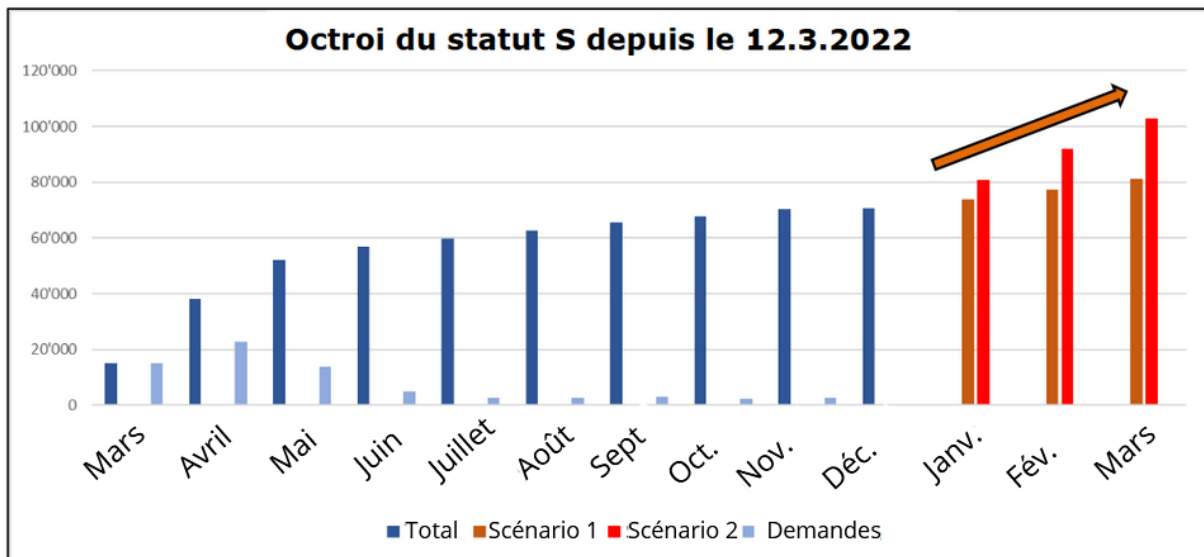
**Et ce chiffre ne prend pas en compte les dépenses
communales et cantonales (prestations sociales,
intégration, logement, coûts de la santé etc.) !**

Parallèlement, les coûts augmentent pour les cantons et les communes. La Radio Télévision Suisse (RTS) parle d'une « bombe à retardement » en raison des coûts supplémentaires de l'aide sociale qui se chiffrent en milliards.⁷ Il faut donc s'attendre à des hausses d'impôts massives.

⁵9 décembre 2022, page 2.

⁶ <https://www.letemps.ch/suisse/valais/asile-communes-valaisiennes-appellent-laide>.

⁷<https://www.srf.ch/news/schweiz/asylsozialkosten-in-gemeinden-eine-tickende-zeitbombe>.



*L'activation du Statut S entraîne des dépenses supplémentaires massives pour la Confédération, les Cantons et les Communes. **Le domaine de l'asile coûtera à la Confédération 4 milliards de francs en 2023.** L'agriculture nous coûte 3,7 milliards et l'armée 5,3.*

3.2.2 Un Africain sur trois touche l'aide sociale

Notre pays est - indépendamment des motifs d'asile réels et des situations conflictuelles - l'une des destinations préférées des profiteurs en quête d'asile en Europe. Ce n'est pas parce que la Suisse se trouve à la frontière extérieure de l'Europe et serait donc la destination d'accueil la plus évidente. Non, si elle est si appréciée et convoitée, c'est parce qu'elle offre des prestations sociales étendues et que pratiquement tous ceux qui veulent rester ici peuvent le faire. Il ne s'agit généralement pas de réfugiés mais de profiteurs de l'asile qui, en quête de profits, arrivent illégalement dans notre pays en passant par de nombreux pays tiers sûrs.

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale est de 34.6 %⁸. **En d'autres termes, un Africain sur trois, qui pourrait travailler, vit aux frais de la collectivité.**

Les conséquences de cette politique irresponsable sont dramatiques : trop de migrants en quête d'asile proviennent de cultures qui méprisent les femmes, sont criminels et peu ou pas formés - en bref, ils sont difficilement intégrables, ce qui entraîne des milliards de coûts pour nos œuvres sociales, le système de santé, l'éducation ainsi que la police et la justice.

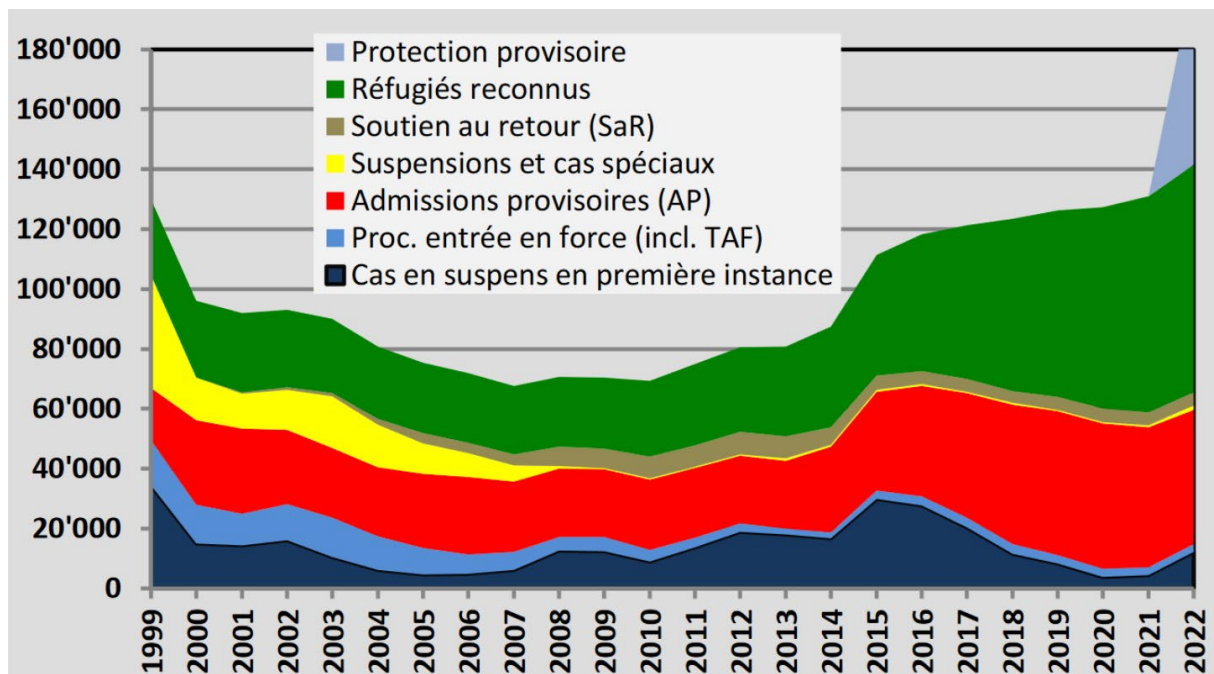
⁸<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20224218>.

Derrière l'immigration relevant de l'asile, principalement composée de jeunes hommes venus d'Afrique, d'Afghanistan, d'Irak etc, se cachent des **organisation criminelles d'immigration clandestine.**

3.2.3 Celui qui arrive jusqu'en Suisse y reste à jamais

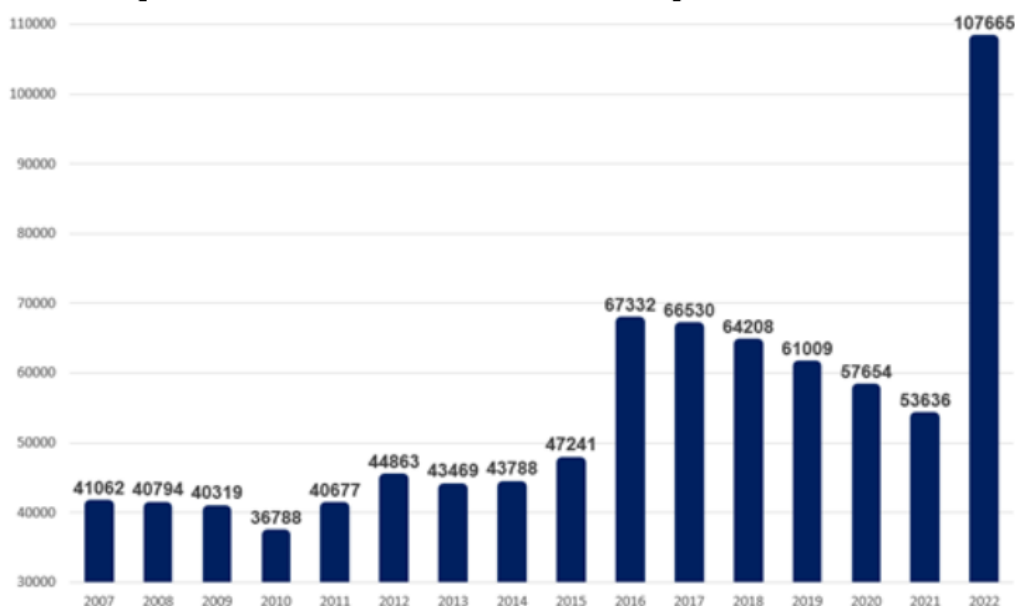
Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application des expulsions. Cela vaut en particulier pour les personnes admises à titre provisoire, qui peuvent pratiquement compter sur une admission durable. Mais les demandeurs d'asile déboutés ne peuvent souvent pas non plus être renvoyés dans leur pays d'origine en raison de la résistance, de la clandestinité ou de l'absence ou de l'insuffisance des accords de réadmission. C'est pourquoi la règle suivante s'applique : celui qui a foulé le sol suisse en disant « asile, asile » a généralement déjà réussi.

Actuellement, la Suisse se dirige vers un fiasco dans le domaine de l'asile : jamais au cours des deux dernières décennies, autant de réfugiés reconnus et de personnes admises à titre provisoire n'ont été enregistrés (voir graphique).



En 2022, près de 108'000 personnes étaient dans le processus d'asile, un record (voir graphique).

Effectif des personnes dans le processus de l'asile depuis 2007



3.2.4 Le système d'asile en Suisse souffre d'erreurs systémiques fondamentales

Les problèmes d'exécution ne sont toutefois que la pointe de l'iceberg. Le système suisse de l'asile souffre d'erreurs systémiques fondamentales auxquelles personne ne s'attaque :

- **L'ouverture des frontières** : la Suisse a pratiquement abandonné le contrôle de ses frontières extérieures et donc l'une des caractéristiques essentielles d'un Etat souverain. Elle n'est pas seulement ouverte aux quelque 500 millions d'Européens qui bénéficient de la libre circulation des personnes. Pour la majeure partie du tiers-monde aussi, il existe de facto un droit d'immigration par le biais de l'asile.
- **Mauvaise sélection** : nous avons mis en place un système d'immigration pour les personnes venant principalement d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient sans avoir jamais voté démocratiquement à ce sujet. Au lieu de choisir ceux que nous voulons et qui sont capables, nous privilégions les immigrés mal formés, issus de cultures étrangères et difficiles à concilier avec les valeurs locales. Il est plus difficile pour un Américain hautement qualifié de venir en Suisse que pour un Somalien analphabète.
- **Faux réfugiés** : l'asile doit être accordé - c'est la loi - aux personnes dont la vie ou l'intégrité physique sont menacées dans leur pays. En réalité, cela ne devrait être le cas que de très peu d'entre eux. Même la gauche le sait lorsqu'elle parle de « réfugiés économiques et de la pauvreté ». On trouve également des indications à ce sujet dans les statistiques officielles. Grâce à une question de la conseillère

nationale UDC zurichoise Barbara Steinemann, on dispose de chiffres sur ce que sont devenus les plus de 39'000 demandeurs d'asile en 2015.⁹ L'asile n'a été accordé qu'à un bon cinquième d'entre eux, mais près de 28'000 ont finalement obtenu un droit de séjour sous une forme ou une autre.

- **Identité dissimulée** : comme le SEM l'a confirmé dans une enquête de la *Weltwoche*, « une majorité des demandeurs d'asile » en Suisse « ne présente pas de papiers d'identité ».¹⁰ Cette majorité est effrayante : chez les jeunes demandeurs d'asile, pour lesquels on dispose de comptages précis, elle est de 96.3 % ! Sur 100 demandeurs, plus de 96 dissimulent donc qui ils sont vraiment. Il est pourtant clair que celui qui est réellement persécuté politiquement et qui peut donc prétendre à l'asile doit avoir tout intérêt à prouver correctement son identité.
- **Jeunes hommes** : le fait que ce sont les mauvais qui viennent montre entre autres que ce sont en premier lieu les jeunes hommes qui veulent occuper les places d'asile en Europe. Parmi les « réfugiés » débarqués via la Méditerranée entre janvier et août 2022, seulement 6% étaient des femmes.¹¹
- **L'échec du système de Dublin** : si le traité de Dublin était appliqué dans son intégralité, la Suisse n'aurait pratiquement pas de demandes d'asile. Notre pays est entouré de pays tiers sûrs de l'UE et n'a pas de frontière extérieure de l'espace Schengen. Selon Dublin, seules les personnes qui traversent l'espace aérien peuvent entrer en Suisse et y déposer une demande d'asile.
- **Procédure d'asile accélérée** : n'apporte aucune valeur ajoutée. Au contraire : étant donné que le taux de reconnaissance et de protection (60%) est record, ces personnes n'auront qu'un accès encore plus rapide à tous les privilèges.

Le taux de criminalité élevé parmi les demandeurs d'asile est effrayant (voir chapitre 4). Le taux d'aide sociale est tout aussi malaisant. En 2020, il s'élevait à plus de 83 % dans le domaine de l'asile et même à plus de 84 % chez les réfugiés.¹² Même après des années passées en Suisse, l'écrasante majorité des réfugiés reconnus ne veulent pas ou ne sont pas en mesure de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. Cela représente une charge financière importante pour les cantons et les communes.

⁹Weltwoche, <https://weltwoche.ch/story/schweiz-aechzt-unter-asylrekordjahr/>.

¹⁰"Asyl für unbekannt", Weltwoche n° 32/2017.

¹¹<https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>.

¹²Domaine de l'asile : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/securite-sociale/aide-sociale/beneficiaires-aide-sociale/domaine-asile.html>

Domaine des réfugiés : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/securite-sociale/aide-sociale/beneficiaires-aide-sociale/domaine-refugies.html>.

Un nombre disproportionné de criminels vient en Suisse

**71,4% des personnes
incarcérées en Suisse
sont des étrangers. En
Europe: 15,9%**

La proportion d'étrangers dans les prisons de Suisse s'élève à 71,4% alors qu'elle est de 15,9% en Europe, selon l'étude *SPACE I*, publiée récemment et réalisée sur mandat du Conseil de l'Europe par *Marcelo Aebi* et Mélanie M. Tiago de l'Université de Lausanne.

Source: Swissinfo.ch

**En un mot:
Ce ne sont
pas les bons
qui viennent**

L'Irakien se retrouve dès mardi au Tribunal et risque jusqu'à 20 ans de prison

**Baran T. (53) brise le
crâne de sa fille (4) à
plusieurs reprises**



**Parcours de l'asile typique:
Qui ne veut plus de tels
criminels vote UDC!**

Attaques en gare de Zurich

**Un Érythréen (26) en
prison préventive pour
tentative de meurtre**

Dimanche soir, un homme agresse deux femmes en gare de Zurich. Alors que l'une d'entre elles gît déjà immobile, il continue à lui donner des coups de pieds. Le ministère public mène une enquête pour tentative de meurtre.

3.3 Qui vient en Suisse et dans quel but ?

3.3.1 De la main d'œuvre bon marché et du regroupement familial au lieu de travailleurs qualifiés

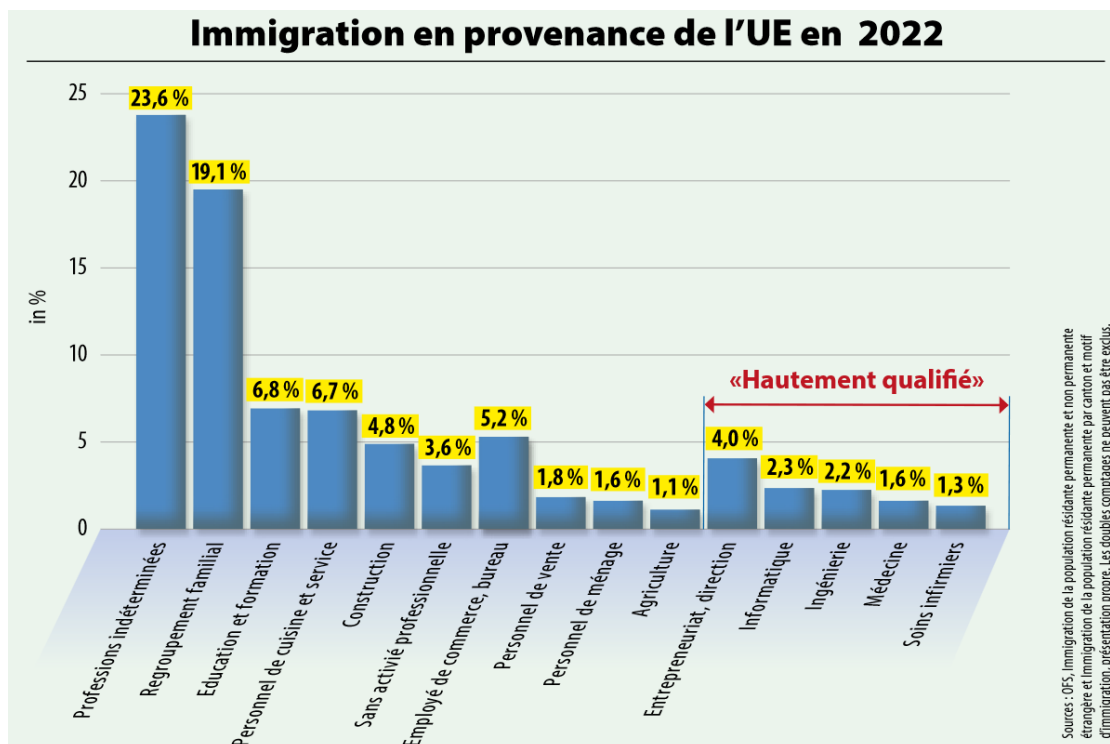
On se plaint beaucoup de la « pénurie de main-d'œuvre qualifiée » en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas du tout des spécialistes, mais des personnes non qualifiées et venues par le regroupement familial. Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes, titrait récemment la *NZZ am Sonntag*.¹³ Elle se réfère à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise, qui explique qu'à peine 20% des personnes immigrées depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a effectivement une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule une personne sur six est même un spécialiste recherché.

Ce ne sont donc pas les médecins ou les ingénieurs dont on a besoin d'urgence qui arrivent en tête des immigrants par branche, mais la main-d'œuvre bon marché (dans la restauration par exemple).

La situation est tout aussi critique en ce qui concerne le regroupement familial : en 2020 et 2021, il s'agissait de plus de 40'000 personnes à chaque fois. Une politique migratoire axée sur les besoins de la Suisse et de son économie ne se traduit définitivement pas de la sorte.

L'immigration aggrave même la pénurie de main-d'œuvre, puisque les arrivants ont besoin de logements, de prestations de soin, d'écoles, d'énergie et d'autres prestations de service.

¹³Nr. 48/2016.



3.3.2 Les immigrés en profitent, mais pas les Suisses.

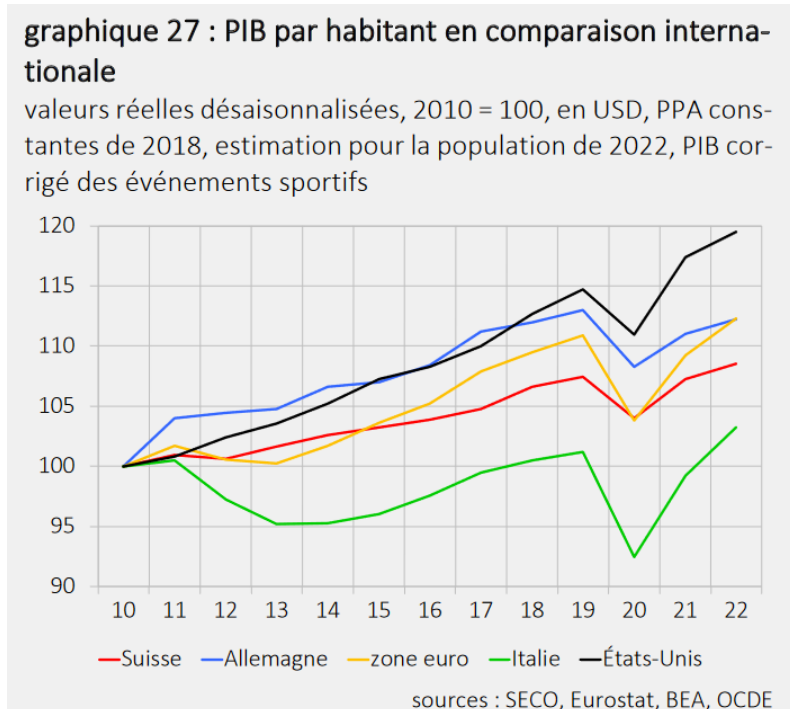
On affirme volontiers – en première ligne, l'association faîtière Economiesuisse – que l'économie suisse croît grâce à l'immigration. Mais cela n'est vrai que pour la croissance globale. Il est tout à fait logique qu'une économie « croisse » lorsque, comme l'année dernière, 180'000 personnes supplémentaires viennent s'installer en Suisse : ces personnes achètent des denrées alimentaires, ont besoin de choses quotidiennes comme des vêtements et des produits cosmétiques, elles font appel à des services, ont besoin de logements, etc.

Mais ce qui compte, en revanche, c'est la croissance par habitant ; la part des gâteaux individuels augmente-t-elle aussi ou seule la part globale est concernée ? C'est là que le bilan est décevant : la Suisse n'est pas devenue plus riche par habitant grâce à la libre circulation des personnes. Les principaux bénéficiaires à long terme de l'immigration ne sont pas les Suisses et la classe moyenne, mais « les immigrés eux-mêmes ainsi que tous ceux qui possèdent plus de biens immobiliers et fonciers qu'ils n'en ont besoin pour leurs propres besoins », écrivent les économistes Reiner Eichenberger et David Stadelmann.¹⁴

Même le journal de gauche *Tages Anzeiger* a dû reconnaître que « la croissance en Suisse est principalement due à la croissance démographique ». Mais l'individu n'en profite pas. C'est un problème depuis longtemps, comme l'a calculé David Marmet, économiste en chef de la Banque cantonale de Zurich, écrit le *Tages-Anzeiger*. « Ainsi, au cours des 30 dernières années, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a augmenté

¹⁴Der Sonntag, Nr. 27/2012.

de 55% aux Etats-Unis et de 36% en Allemagne mais de 29% seulement en Suisse. La raison est le manque de productivité et l'immigration qui grignote la croissance et la prospérité.



3.3.3 Les frontaliers évincent les Romands et les Tessinois du marché de l'emploi

La libre circulation des personnes pose des problèmes particuliers dans les régions frontalières, notamment en Suisse romande et au Tessin. L'écart salarial entre la Suisse et les pays limitrophes y génère une immense pression sur le marché du travail.

Le sud de la Suisse est le plus touché ; la région italienne voisine, la Lombardie, compte 10 millions d'habitants, dont 4.5 millions d'actifs. En 2019, 270'000 d'entre eux étaient au chômage, soit plus que le nombre de personnes actives au Tessin (234'000). Ces circonstances ont « considérablement influencé l'économie du Tessin », écrit *La Vie économique*.¹⁵

Une étude de l'Office de la statistique du canton du Tessin concluait déjà en 2012 que la suppression de la priorité des travailleurs indigènes, conséquence de la libre circulation des personnes, avait entraîné une perte de plus de 40'000 emplois dans les régions frontalières, dans pratiquement tous les secteurs économiques. Le nombre d'emplois occupés par des travailleurs indigènes a notamment diminué (49'477 emplois en moins). Parallèlement, près de 9'000 emplois ont été occupés par des étrangers résidant en Suisse. En clair : les travailleurs suisses sont évincés par les frontaliers.¹⁶

¹⁵<https://dievolkswirtschaft.ch/de/2021/03/spezialfall-tessin/>.

¹⁶<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20123669>

Le même constat s'applique à la libre circulation des personnes, même au-delà des régions frontalières : « Grâce à la libre circulation des personnes, des pays comme la Pologne, la République tchèque, la Hongrie ou la Roumanie ont pu exporter leur chômage », constate l'économiste George Sheldon.¹⁷ « Un mythe suisse s'effondre : du pays sans chômage à la médiocrité européenne », titrait à ce propos le *Tagblatt*.¹⁸

Année	Nombre de frontaliers
2003	166 451
2004	170 500
2005	176 701
2006	181 352
2007	199 724
2008	213 911
2009	219 407
2010	227 228
2011	242 064
2012	261 014
2013	272 362
2014	285 887
2015	296 222
2016	304 945
2017	311 212
2018	319 664
2019	327 501
2020	338 112
2021	343 331
2022	364 175
2023	386 330

Source : OFS, Statistique des frontaliers, 2023

3.3.4 Les immigrés vident les caisses de l'assurance chômage

Les nombreux immigrés profitent de l'Etat social suisse sans qu'eux-mêmes ou leurs ancêtres n'aient jamais cotisé auparavant aux assurances sociales. C'est ce que montre de manière impressionnante l'assurance-chômage : « Près d'un Bulgare sur dix en Suisse est au chômage », rapporte le *20 Minutes*.¹⁹ L'immigration en provenance de Bulgarie et de Roumanie a fortement augmenté depuis qu'il n'y a plus de contingents. En d'autres termes, l'extension de la libre circulation des personnes à ces pays a entraîné une ruée vers la Suisse et ses œuvres sociales.

Le taux de chômage des Bulgares et des Roumains, déjà très élevé, a encore augmenté en Suisse de manière vertigineuse avec la libre circulation des

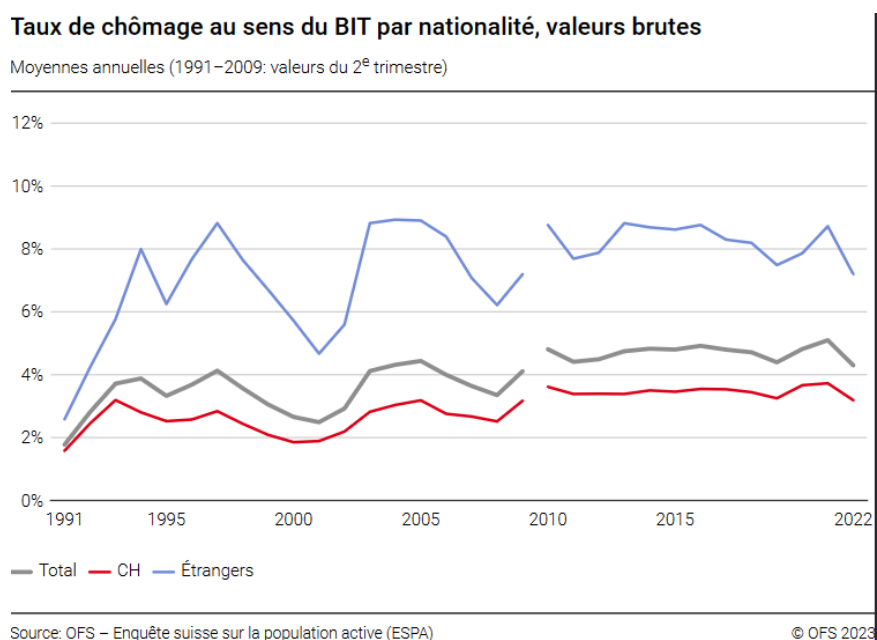
¹⁷ <https://www.tagblatt.ch/schweiz/arbeitslosigkeit-in-der-schweiz-nur-noch-europaeisches-mittelmass-ld.1129727>

¹⁸ Ebd.

¹⁹ <https://www.20min.ch/story/fast-jeder-10-bulgare-in-der-schweiz-ist-arbeitslos-818207451195>

personnes. Alors qu'en 2015, il s'élevait à 8.8 % pour les Bulgares et à 6 % pour les Roumains, il atteignait fin 2018 des taux records de 14.2 % et 8.5 %. Cela ne peut rien signifier d'autre qu'une immigration vers le système social suisse. Malgré une forte demande sur le marché du travail, le taux de chômage des Bulgares était encore de 13.2% fin 2021, celui des Roumains est même passé à 9.5%.²⁰

Le constat est général : les étrangers touchent proportionnellement plus d'indemnités de chômage que les Suisses. « En Suisse, 44% des chômeurs sont d'origine étrangère », écrivait la *Neue Zürcher Zeitung (NZZ)* en 2021. Cette proportion supérieure à la moyenne s'explique « non seulement par les personnes originaires de pays tiers, mais aussi par les citoyens de l'UE ».²¹ **Entre-temps, la situation s'est encore aggravée : en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49.4 %) que de Suisses (50.6 %) au chômage.²² Avec une part d'étrangers d'environ 25% de la population totale, cela correspond à une surreprésentation crasse : les étrangers sont deux fois plus souvent au chômage que les Suisses !**



En 2021, le taux de chômage des Suisses était de 2.1 % et celui des étrangers de 5.2 %.²³ Les immigrés perçoivent donc plus de 2x plus d'allocations de chômage que les autochtones.

²⁰ Chômeurs inscrits par groupes de nationalités, SECO, 2022

²¹ <https://www.nzz.ch/wirtschaft/bei-auslaendern-steigt-die-erwerbslosigkeit-im-zuge-der-corona-krise-deutlich-staerker-als-bei-den-schweizern-ld.1602577?reduced=true>

²² « Die Lage auf dem Arbeitsmarkt », Seco, 7 décembre 2022

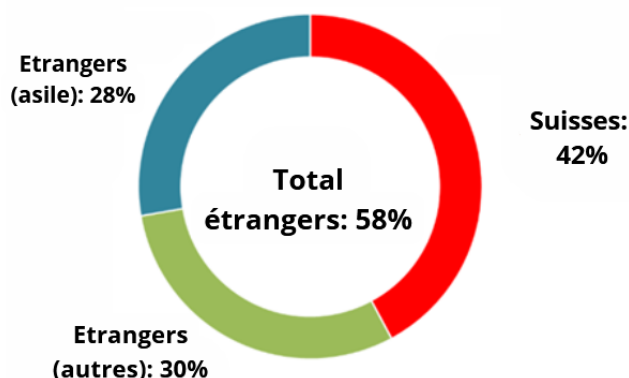
²³ « Taux de chômage selon le sexe, la nationalité et l'âge. Moyenne annuelle », OFS, 7 juillet 2022

3.3.5 Les étrangers pèsent sur l'aide sociale

Le même tableau que pour la caisse de chômage se présente pour l'aide sociale. Là aussi, les immigrés sont nettement surreprésentés. Alors qu'en 2020, 2.1 % des Suisses bénéficiaient de l'aide sociale, les étrangers affichaient un taux d'aide sociale de 6.1 %.²⁴ Cela correspond presque à un facteur trois !

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a à lui seul littéralement explosé au cours des dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale est de 34.6%.²⁵ Autrement dit, un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Bénéficiaires de l'aide sociale selon statut de séjour, 2021



Source : OFS, statistique des bénéficiaires de l'aide sociale, 2022

Dans ce contexte, vivre aux frais de l'État - c'est-à-dire des contribuables - semble se transmettre dans les familles étrangères, voire s'intensifier de génération en génération. Ainsi, les données de l'Office fédéral de la statistique pour l'année 2019 montrent que la plus grande différence en matière de taux de chômage se situe entre les ressortissants suisses nés en Suisse (2%) et les ressortissants étrangers (8.8%) - avec une différence de 6.8%

L'évolution des dernières années montre que ce constat n'est pas une exception. L'Office fédéral de la statistique écrit à ce sujet : « Entre 2010 et 2019, la part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population totale a légèrement augmenté (+0.2%). Entre 2012 et 2019, la hausse la plus importante concerne les étrangers nés en Suisse. »²⁶ Au cours de cette période, le taux d'aide sociale de ce groupe de population a augmenté de 0.9% soit quatre points et demi de plus que pour l'ensemble de la population.

²⁴ « Taux d'aide sociale selon la nationalité et le lieu de naissance, le sexe et la classe d'âge », OFS

²⁵ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20224218>

²⁶ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/migration-integration/integrationindikatoren/lebensbedingungen-armut/sozialhilfequote.html>.

3.3.6 Caisse maladie et subsides

L'obligation de la LAMal stipule que toute personne est assurée contre la maladie. Si la personne ne peut pas payer les primes, des réductions de primes sont accordées. Comme la caisse maladie est une assurance sociale, chaque personne a droit à l'ensemble du catalogue de prestations dès le 1^{er} jour en Suisse et peut donc accéder aux prestations d'une médecine de pointe, cofinancée de manière obligatoire et solidaire par les payeurs de primes et les contribuables locaux.

Paradis de la santé 5 étoiles pour les demandeurs d'asile et les « sans-papiers » illégaux

Les coûts que les personnes en principe expulsées génèrent pour notre système de santé sont immenses. Personne ne veut toutefois les chiffrer. Le Conseil fédéral explique de manière détournée que « comme les réfugiés ukrainiens ne font pas partie d'un collectif d'assurés séparé, le Conseil fédéral ne dispose pas de chiffres sur les coûts de leur traitement médical. »²⁷ Ou encore que « les coûts médicaux des requérants d'asile ne peuvent pas non plus être déterminés. » En 2022, le coût moyen des primes d'un demandeur d'asile hébergé dans un centre fédéral d'asile s'élevait à 240 francs par mois.²⁸ Pour 100'000 demandeurs d'asile (comme en 2022, y compris les Ukrainiens effectivement enregistrés), cela représenterait **288 millions de francs par an uniquement pour le paiement des primes !** A cela s'ajoutent encore des dizaines de milliers de migrants demandeurs d'asile qui sont déjà dans le processus d'asile. Les coûts mensuels moyens par personne pour la franchise et la quote-part s'élevaient à 233 francs en 2021.²⁹

Un requérant d'asile transsexuel se fait payer son changement de sexe

Le montant effectif des frais de santé pour tous les demandeurs d'asile, les Ukrainiens ou les sans-papiers reste dissimulé. On peut toutefois supposer que les primes d'assurance maladie, les franchises, les traitements spéciaux, etc. dépassent le milliard de francs par an. Le tout payé par les contribuables et les payeurs de primes suisses. On peut mentionner par exemple le cas de ce requérant d'asile transsexuel qui a pu se faire payer une opération de changement de sexe par sa caisse maladie tout en s'assurant le statut de réfugié en Suisse en raison de son orientation sexuelle ou de son identité de genre.³⁰ Pire encore : les « sans-papiers », c'est-à-dire les personnes se trouvant illégalement en Suisse, peuvent obtenir des prestations de la caisse maladie sans que les assureurs maladie soient autorisés à coopérer avec les autorités de migration.³¹ Dans certains

²⁷ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20224118>

²⁸ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=57991>

²⁹ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20227813>

³⁰ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20184014>

³¹ [Bericht des Bundesrats in Erfüllung des Postulats der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats vom 12. April 2018 \(18.3381\), page 7.](#)

cantons, ils peuvent même bénéficier de prestations sans assurance maladie.³² Le Conseil fédéral semble apparemment s'en soucier peu : « Même si les sans-papiers ne pouvaient plus s'affilier à une assurance-maladie, ils auraient tout de même droit aux soins médicaux de base, qui peuvent être déterminés par le catalogue de prestations de la LAMal. »³³ Et le payeur de primes suisse s'étonne que les primes augmentent massivement chaque année...

3.3.7 Résumé : une immigration vers l'Etat social

La surreprésentation des étrangers parmi les bénéficiaires d'allocations de chômage et de prestations sociales le montre : une immigration de plusieurs milliards de francs a lieu vers l'État social suisse. Les Suisses qui se lèvent tôt doivent payer pour cela.

Cela est d'autant plus vrai que d'autres prestations sociales sont concernées. Les données examinées dans le paragraphe précédent ne concernent que l'aide sociale au sens strict. Les statisticiens fédéraux indiquent en outre les bénéficiaires de l'aide sociale au sens large.

Ici, la dépendance est encore plus grande : en 2020, 9,5 % de la population vivait d'une manière ou d'une autre aux crochets de l'État³⁴. A l'aide sociale au sens strict s'ajoutent les prestations complémentaires à l'AVS/AI ainsi que d'autres prestations de l'Etat, de l'avance sur pension alimentaire à l'aide au logement en passant par les allocations familiales.

Là encore, le constat se répète : les étrangers, et en particulier les demandeurs d'asile et les réfugiés, pèsent beaucoup plus sur les finances de l'État que les Suisses (voir graphique). Un quart de tous les cas sociaux « suisses » disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec permis B).

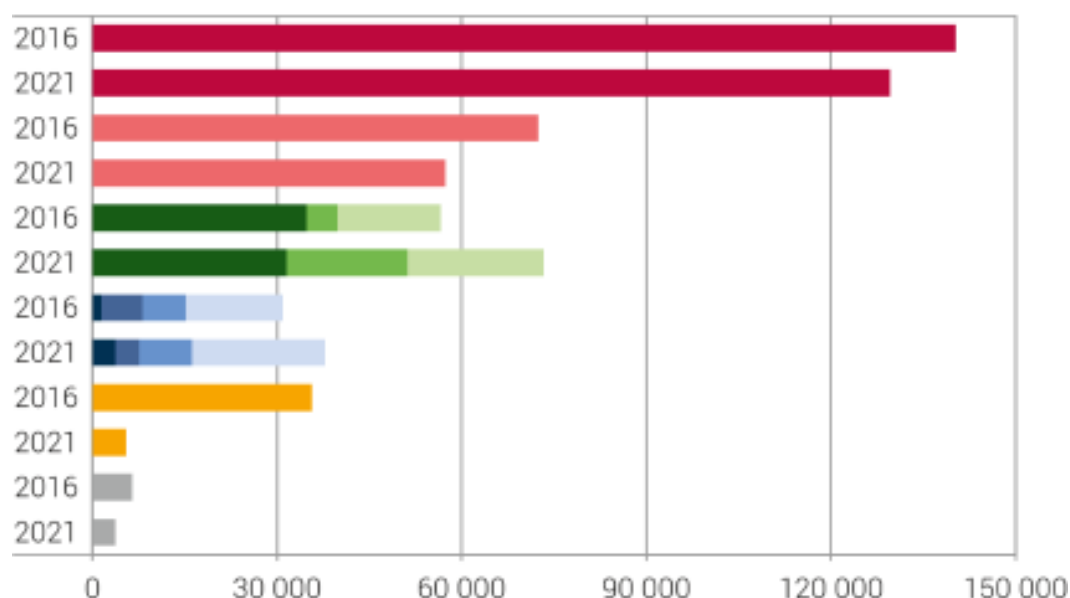
37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants « admis à titre provisoire » avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais des Suissesses et des Suisses.

³² [Bericht des Bundesrats in Erfüllung des Postulats der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats vom 12. April 2018 \(18.3381\), page 23.](#)

³³ [Bericht des Bundesrats in Erfüllung des Postulats der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats vom 12. April 2018 \(18.3381\), page 61.](#)

³⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/securite-sociale/aide-sociale/beneficiaires-aide-sociale.html>
<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/selon-statut-migratoire.html>

Vue d'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale selon le statut de séjour, 2016 et 2021



Suisses

Permis C

Titulaires d'un permis d'établissement (inclus réfugiés avec asile C)

Permis B

Titulaires d'un permis de séjour annuel

Réfugiés avec asile 5+

Réfugiés avec asile 5-

Permis F

Réfugiés admis provisoirement 7+

Réfugiés admis provisoirement 7-

Personnes admises provisoirement 7+

Personnes admises provisoirement 7-

Permis N

Requérants d'asile

Autres

Autres: permis L, sans autorisation de séjour, autres permis de séjour

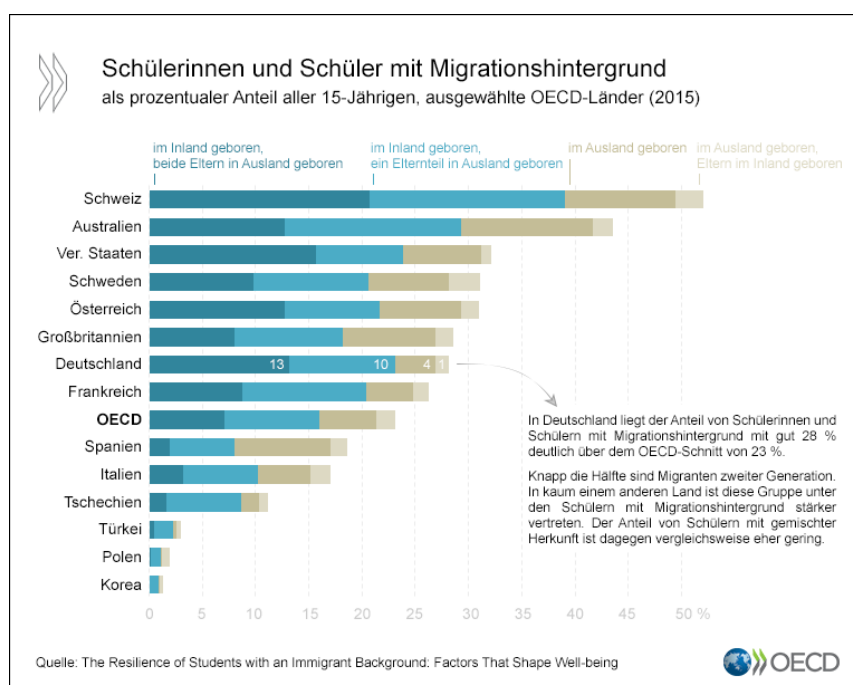
Le nombre de dossiers/personnes n'est pas complet: 2016: cantons de TG et SH
(il manquerait environ 35 personnes pour chacun des deux cantons)

4. Les enfants Suisses bientôt en minorité

Les enfants suisses seront bientôt une minorité ; environ 50% des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration.³⁵ Plus que dans tous les autres pays industrialisés du monde. Même l'Australie, pays d'immigration classique, est nettement en retard, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un foyer issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses.³⁶

Le fait qu'un enfant soit issu de l'immigration ou non n'est pas problématique en soi. Les facteurs importants sont le niveau de formation et l'origine culturelle des parents, le fait que les enfants grandissent ou non dans une langue étrangère et la proportion d'élèves issus de l'immigration dans l'ensemble d'une classe.

L'intégration est aussi et surtout une question de mesure. Si, dans une classe, la majorité des enfants ont des origines étrangères, cela se répercute sur la qualité de l'enseignement, surtout s'ils grandissent dans une langue étrangère. Dans de nombreuses classes suisses, la proportion d'enfants qui ne parlent pas l'une des langues nationales est supérieure à 50%. Des études indiquent qu'à partir d'une proportion de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Il ne s'agit pas ici d'un internat d'élite à vocation internationale, mais en particulier d'écoles situées dans des communes d'agglomération.



La proportion d'élèves issus de l'immigration est particulièrement élevé en Suisse. Comme on peut le voir sur le tableau ci-contre (en allemand), la Suisse se classe en tête de l'OCDE en la matière : plus de la moitié des écoliers est issue de l'immigration, soit deux-fois plus que la moyenne des pays représentés.

³⁵ L'étude de l'OCDE sur laquelle elle se base date de 2015 (voir également le graphique). Il est probable que les chiffres aient encore augmenté depuis lors.

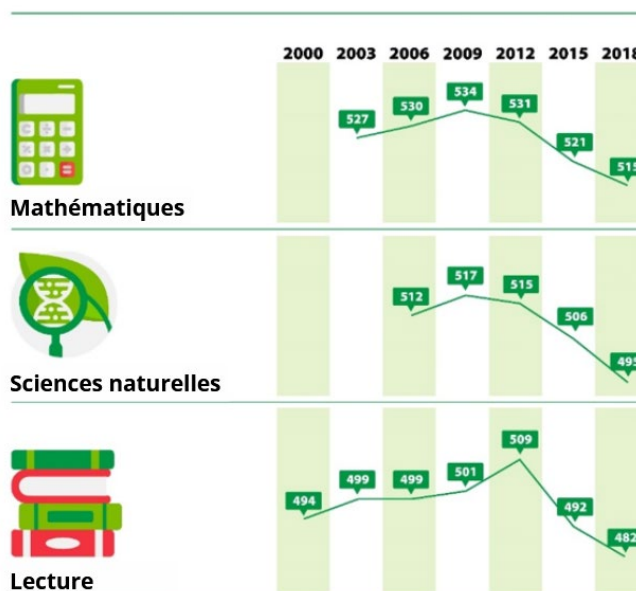
³⁶ <https://www.ag.ch/grossrat/grweb/de/147/Startseite?FrmEntity=grweb.modules.dok.GrDok&FrmRequest=Download&DokId=4192419&Extension=.pdf>

En 2019, 45% des élèves de l'école obligatoire à Genève sont allophones (contre 38% en 2000). Dans l'enseignement public, la proportion d'allophones est liée à la précarité de la situation sociale. A classe sociale égale, l'influence de l'origine linguistique sur le parcours scolaire est beaucoup moins marquée.

L'OCDE a analysé les résultats de l'enquête PISA 2015 et arrive à la conclusion suivante : les élèves issus de l'immigration sont en retard sur le plan scolaire par rapport à leurs camarades de classe ayant un passeport suisse.³⁷ Dans l'étude PISA, seuls 58 pour cent disposaient de connaissances de base dans les trois domaines testés, à savoir la lecture, les mathématiques et les sciences. Deux jeunes issus de l'immigration sur cinq n'ont pas atteint cet objectif. Chez les jeunes Suisses, seul un sur cinq y parvenait. Les concepts de gauche tels que l'école « intégrative » et « l'écriture phonétique » ont un effet contre-productif, notamment dans les classes à forte proportion d'étrangers.

Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire correctement et ne comprennent pas les problèmes de texte. Il est inquiétant de voir à quel point la Suisse, pays de l'éducation autrefois encensé, s'enfonce (voir graphique) - et ce parallèlement dans toutes les zones de test. En ce qui concerne les compétences en lecture, les élèves suisses se situent même en dessous de la moyenne de l'OCDE.

Tendances des prestations des élèves suisses dans l'étude Pisa



³⁷ Selon l'OCDE, il s'agit d'élèves qui sont soit nés à l'étranger, soit dont au moins un des parents est né à l'étranger.

5. Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée dans la vie quotidienne

Ce que signifie concrètement l'immigration de masse incontrôlée, nous le vivons jour après jour :

- Les prix des terrains et les loyers explosent. Les riches expatriés chassent les locataires des villes. À la campagne, la classe moyenne ne peut plus guère se permettre d'être propriétaire.
- De plus, des locataires de longue date sont évincés de leurs logements pour faire place à des demandeurs d'asile ; les communes sont prêtes à payer plus pour des logements « bon marché », ainsi, le simple travailleur ou le retraité qui cherche en un nouveau logement cherche en vain.
- Les terres cultivables sont bétonnées, la beauté de nos paysages est défigurée.
- L'afflux incontrôlé d'étrangers et les contraintes bureaucratiques imposées à nos agriculteurs producteurs mettent en péril l'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes saines.
- L'immigration et l'explosion démographique qu'elle provoque pèsent sur l'environnement et aggravent la crise d'approvisionnement dans le domaine de l'énergie.
- Les routes sont encombrées, les embouteillages quotidiens causent des dommages économiques se chiffrant en milliards.
- Les trains sont bondés, en retard ou annulés.
- Les investissements nécessaires dans l'infrastructure, qui n'est pas conçue pour accueillir autant de monde, ni sur la route ni sur le rail, grèvent la caisse fédérale.
- La proportion croissante d'étrangers entraîne des problèmes massifs dans les écoles. Dans certains établissements scolaires, il y a des classes entières sans un seul élève suisse. La majorité d'entre eux n'a pas de connaissances suffisantes de la langue du pays. Le niveau de formation baisse. La ghettoïsation augmente.
- Un enseignement normal et ordonné n'est plus possible en de nombreux endroits. Là où un maître de classe assurait autrefois la continuité et le lien pédagogique nécessaires, une quantité incalculable d'enseignants à temps partiel, d'éducateurs spécialisés, d'accompagnateurs de classe, de logopédistes, d'assistants sociaux scolaires, de psychologues, de traducteurs, etc. s'agite et s'agite aujourd'hui.
- L'immigration démesurée entraîne un changement de culture dans les villages et les communes. Les associations et les partis politiques ont du mal à trouver des membres motivés.
- Dans les entreprises, les institutions culturelles et l'administration, on trouve des supérieurs et des chefs du personnel étrangers. En Suisse alémanique notamment, les personnes qui téléphonent à l'administration fédérale entendent

de plus en plus souvent des réponses en *hochdeutsch* (bon allemand) ronflant.

- De plus en plus d'étrangers étudient dans les universités et les hautes écoles, pratiquement gratuitement, c'est-à-dire aux frais des contribuables suisses.
- Les services d'urgence et les hôpitaux sont débordés. Attendre des heures aux urgences est devenu la norme. Le système de santé gémit. La qualité des prestations diminue – en revanche, les Suisses paient des primes d'assurance maladie toujours plus élevées pour les nouveaux immigrants.
- L'intégration des étrangers devient de plus en plus illusoire, en raison de leur nombre et du fait qu'ils ne sont pas les bons.
- Les tensions sociales augmentent.
- De nombreux Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays. Les valeurs suisses éprouvées telles que la fiabilité, la ponctualité et l'exactitude se perdent. Les maîtres d'apprentissage, en particulier, en savent quelque chose.
- Les près de 40'000 personnes naturalisées chaque année ne comprennent pas la culture suisse et notre système politique. La démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité sont pour beaucoup des mots étrangers.
- La sécurité dans l'espace public diminue ; les femmes et les jeunes filles sont les premières concernées. Même les écoliers sont harcelés, comme l'a montré le *Tages-Anzeiger* avec l'exemple du centre fédéral d'asile de Zurich-Ouest.³⁸

L'immigration incontrôlée entraîne une spirale de plus en plus folle : plus d'immigration entraîne encore plus d'immigration. Bien que 60'000 à 80'000 personnes supplémentaires viennent chaque année s'installer dans la petite Suisse, l'économie réclame de la main-d'œuvre qualifiée alors que l'immigration elle-même est en grande partie responsable de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. A cela s'ajoutent les immenses dépenses d'infrastructure et le gaspillage des ressources au détriment de la population résidente, comme le montre l'image³⁹ suivante :

³⁸ « Asylzentrum in Zürich reagiert auf Klagen von Eltern », 10 décembre 2022

³⁹ Représentation propre, sur la base des sources suivantes :

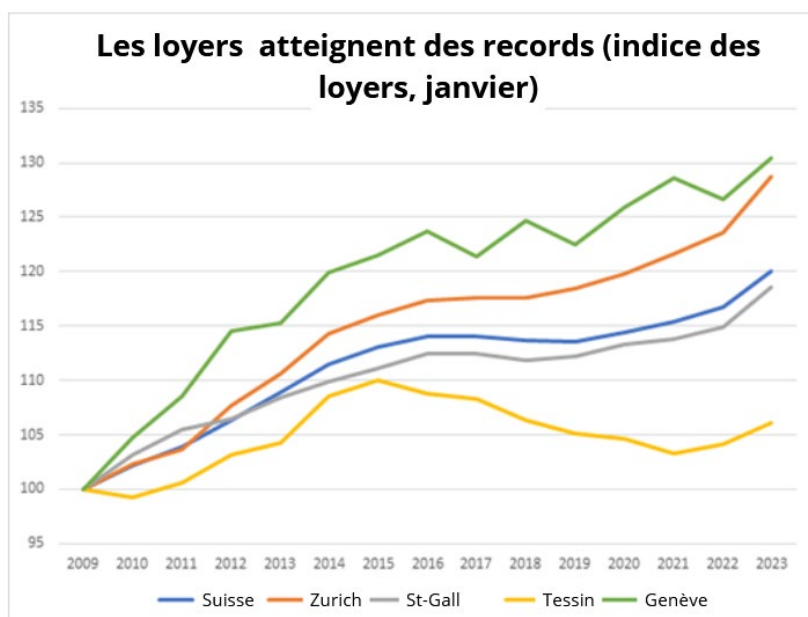
- Endenergieverbrauch nach Energieträgern, 1910-2021, 2022, BFS
- Elektrizitätsstatistik, 2022, BFE.
- Bilanz der ständigen Wohnbevölkerung, 1861-2021, 2022, BFS,
- Anzahl Fahrzeuge, 2022, BFS,
- Öffentlicher Verkehr – Übersicht, 2002-2021, 2022, BFS,
- Belegungsdichte seit 1970, Wohnverhältnisse, 2022, BFS,
- Siedlungsfläche pro Einwohner, 2023, BFS
- FMH Ärztestatistik 2020 – die Schweiz im Ländervergleich,
- Infrastruktur, Beschäftigung, Finanzen, 2022, BFS,
- Gesundheit, Taschenstatistik 2019: 4 – Gesundheitswesen, 2019, BFS,
- Faktenblatt Bestand und Bedarf an Pflege- und Betreuungspersonal, 2021, BAG,
- Lernende: Basistabellen 2020/21, 2022, BFS,
- Schulen nach Bildungsstufe, 2022, BFS.

Que signifient 100'000 nouveaux habitants ?



5.1 Pénurie de logements, loyers chers et propriété à peine abordable

Les loyers sont de plus en plus chers⁴⁰, les emplacements centraux sont à peine abordables. La plupart des Suisses ne peuvent plus s'offrir un logement en propriété. En 2023, les prix des loyers atteindront de nouveaux sommets : entre 2009 et 2023, les loyers ont augmenté de 20% dans toute la Suisse, et de près de 30% dans les régions en plein boom que sont Vaud, Genève ou Zurich.



⁴⁰ Homegate Mietindex, avril 2023, présentation propre.

Le fait que l'immigration alimente la pénurie de logements est désormais attesté par des études. Celle du Credit Suisse, de septembre 2022, cite la forte immigration persistante et l'afflux de réfugiés comme deux des principaux facteurs de la pénurie de logements⁴¹. Des locataires suisses ont déjà été mis à la rue pour faire de la place aux demandeurs d'asile. Le comportement des partis gauche rose-verte est d'autant plus hypocrite : en tant que soi-disant représentants des locataires, ils déplorent la pénurie de logements et la forte hausse des loyers mais en même temps, ils empêchent toute gestion raisonnable de l'immigration et veulent accueillir des centaines de milliers de migrants demandeurs d'asile venus du monde entier.

Crise du logement en Suisse

Il manquera bientôt plus de 50'000 logements

En Suisse, il est toujours plus difficile de chercher un logement. De nouveaux chiffres montrent que cela ne va pas s'améliorer - au contraire.

En 2022, la suisse croît de près d'un quart de million

Guerre en Ukraine et boom économique amènent plus d'immigration. Cela devient problématique, pour la conseillère nationale UDC Martina Bircher. L'élue du Centre Marianne Binder est optimiste en ce que la Suisse pourra gérer la croissance.

En Suisse, 49 locataires doivent partir pour laisser leur place à des réfugiés

L'Argovie veut créer de la place pour accueillir les requérants d'asile. Dans le cas de la commune de Windisch (AG), 49 locataires ont été sommés de partir pour permettre à une centaine de personnes d'arriver. La commune s'oppose «avec véhémence» aux plans du canton.

Publié: 28.02.2023 à 15:09 heures | Dernière mise à jour: 28.02.2023 à 15:15 heures

f t i y d



5.2 Pénuries d'électricité et augmentation continue des prix de l'énergie

Les conséquences néfastes de l'immigration de masse se manifestent notamment dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. Le schéma est toujours le même : la Suisse fait des progrès impressionnants mais ceux-ci sont réduits à néant par l'immigration.

Prenons l'exemple de la consommation d'énergie : elle a diminué de près de 18% par habitant entre 1990 et 2019. Mais la consommation totale d'énergie a augmenté de plus de 5 % sur la même période, à cause de l'immigration.

Au cours de la même période, la consommation totale d'électricité a augmenté de 22 %.

Il est évident qu'à l'avenir, la consommation d'électricité continuera d'augmenter de manière drastique : en effet, 60 % des besoins énergétiques de la Suisse, c'est-à-dire l'ensemble des combustibles fossiles, doivent être remplacés par de l'électricité en raison des objectifs « zéro net ». ⁴² Pourtant, nous savons depuis des années, sur la base de l'analyse

⁴¹ <https://www.blick.ch/wirtschaft/wegen-zuwanderung-und-fluechtlingen-seit-wenig-freie-wohnung-wie-seit-sechs-jahren-nicht-mehr-id17849380.html>.

⁴² Statistique globale suisse de l'énergie 2021.

nationale des risques de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), qu'une pénurie d'électricité de longue durée est considérée comme l'un des trois risques majeurs pour la Suisse. La défaillance temporaire de l'approvisionnement en énergie et en électricité présente un potentiel de dommages élevé et une forte probabilité d'occurrence.⁴³ Durant l'hiver 2022/2023, une situation de pénurie d'énergie était déjà un scénario réaliste qui a pu être évité de justesse et en 2024 déjà, « un [nouvel] hiver rigoureux » s'annonce pour la Suisse.⁴⁴

La pénurie d'électricité due à la migration influence inévitablement la formation des prix de l'électricité nécessaire à la population suisse : si les prix de l'électricité ont déjà augmenté de 27% en moyenne en 2023 (+6 ct./kWh), la population suisse devra probablement s'attendre à de nouvelles hausses de prix en 2024. On prévoit une augmentation de 12% (+3 ct./kWh).⁴⁵

Concrètement, un ménage type avec une consommation de 4'500 kWh (profil de consommation H4 : famille de 4 personnes dans un appartement de 5 pièces avec cuisinière électrique et sèche-linge) paiera 27 centimes par kilowattheure (ct./kWh) en 2023, soit environ 6 ct./kWh de plus qu'en 2022. Sur une année, cela correspond à une facture d'électricité de 1'215 francs (+ 261 francs). En 2024, la facture devrait encore augmenter de 135 francs. Au total, chaque ménage verra donc sa facture d'électricité annuelle augmenter d'environ 400 francs.

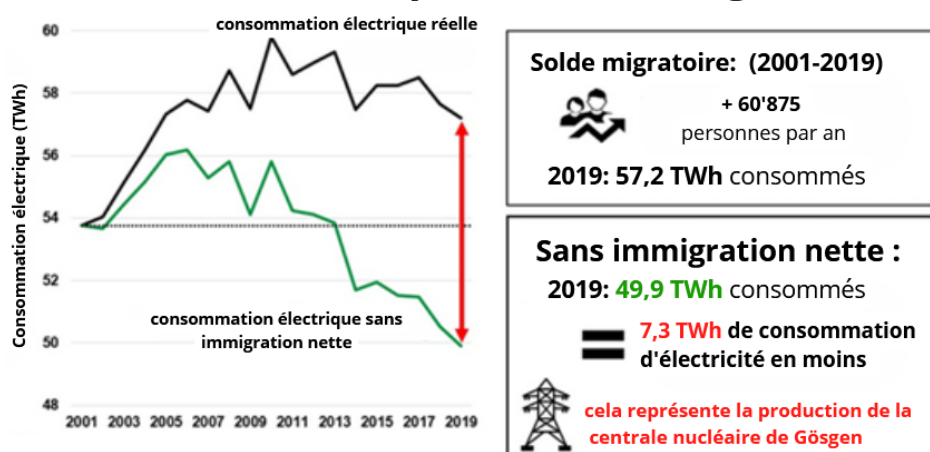
En clair : plus de personnes signifie plus de risques de pénurie d'électricité, donc des prix plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque « nouvelle ville » créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité : ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. On ne sait absolument pas comment les énormes besoins supplémentaires en électricité pourront être couverts.

⁴³ <https://www.babs.admin.ch/fr/home.html>

⁴⁴ Parmelin et Rösti : éviter la pénurie d'énergie en hiver, Nau, 20 avril 2023, sous <https://www.nau.ch/politik/bundeshaus/parmelin-und-rosti-energiemangel-im-winter-verhindern-66477643>.

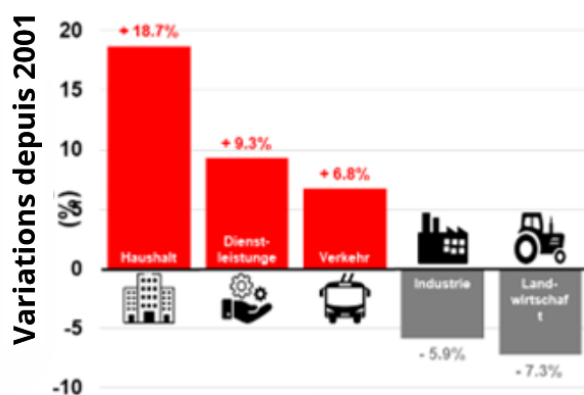
⁴⁵ Les effets de la crise énergétique ainsi que les prix du marché toujours plus élevés que la moyenne devraient conduire une majorité des fournisseurs de base à devoir augmenter les prix de l'électricité en 2024 également. C'est l'estimation de l'AES basée sur une enquête auprès de ses membres, AES, 20 juin 2023, sous <https://www.strom.ch/de/nachrichten/wegen-der-energiekrise-duerften-die-strompreise-auch-2024-steigen#:~:text=les%20tarifs%20actuels%20des%20individus,constitue%20une%20premiere%20estimation%20C3%A4tzung%20>.

Besoins électriques sans immigration



La pénurie aiguë d'électricité est également due en grande partie à l'immigration. Alors que l'agriculture et l'industrie ont réduit leur consommation, celle des ménages privés a grimpé en flèche malgré l'utilisation d'appareils efficaces sur le plan énergétique. La croissance démographique est le principal moteur de l'augmentation des besoins en électricité.

Électricité par secteur



De 2001 à 2019:

Industrie et agriculture

-1,15 TWh par an

Ménages, services et circulation

+ 18,5%, donc

+ 4,60 TWh par an

La croissance démographique provoque de grands besoins en électricité

5.3 Bétonnage du paysage

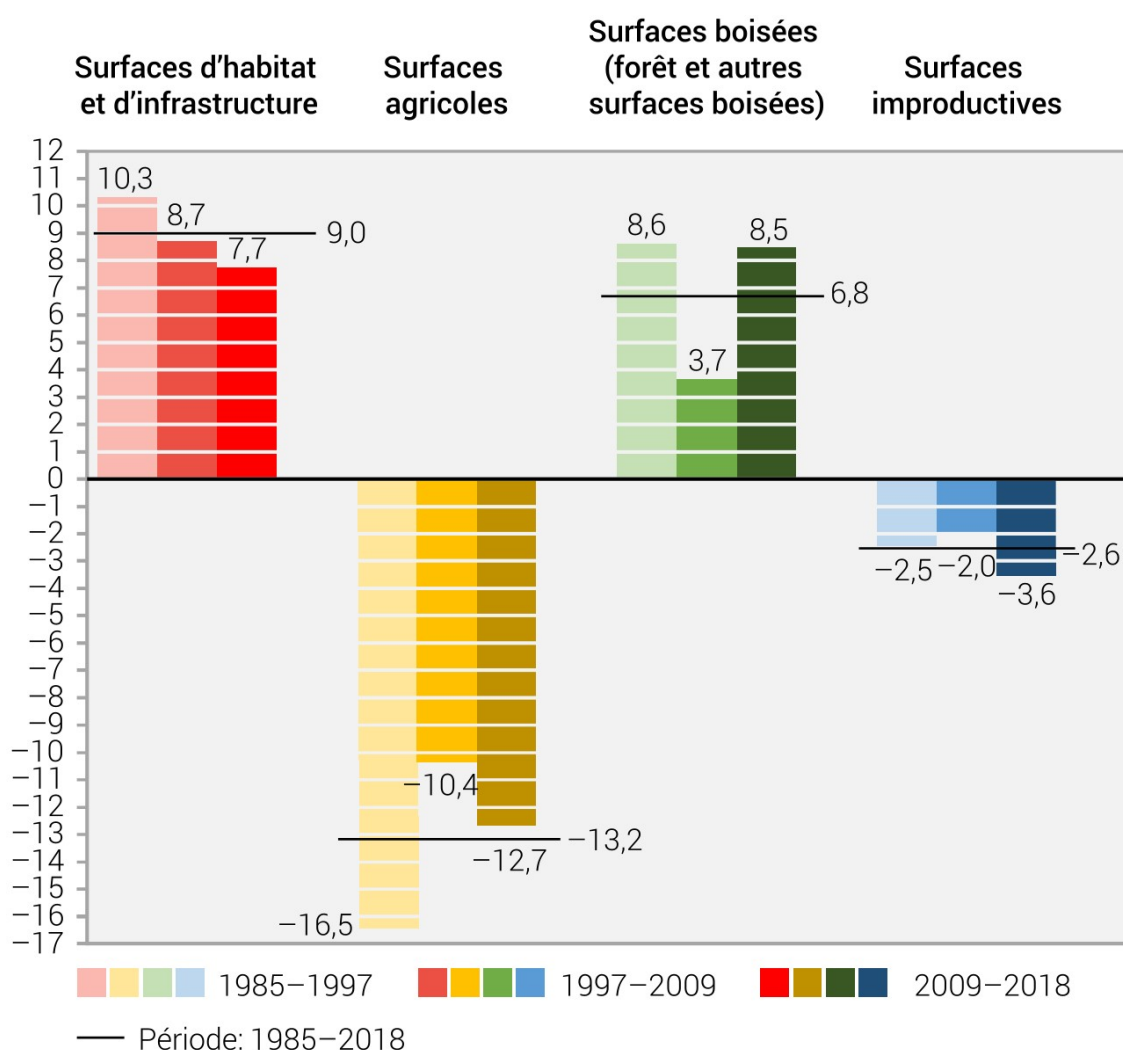
La même dynamique négative se manifeste dans le bétonnage de nos paysages et la perte de surfaces agricoles qui en découle. Chaque jour, l'équivalent de 7.7 terrains de football sont construits en Suisse sur de nouvelles surfaces d'habitation. Parallèlement, l'équivalent de 12.7 terrains de football de terres agricoles disparaissent chaque jour (voir graphique). Cela conduit à un mitage du territoire – et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires indigènes et saines.

La transformation dramatique de la Suisse en quelques décennies est visible pour tous. Une grande partie du Plateau suisse a été victime d'une frénésie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente

d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée.

Évolution de l'utilisation du sol en terrains de football¹, par jour

Gains et pertes par domaine principal et intervalle d'observation



¹ Taille d'un terrain selon les directives de l'Association suisse de football:
105 x 68m (=7140 m²)

Source: OFS – Statistique de la superficie (AREA)

© OFS 2021

80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année l'équivalent du canton de Schaffhouse en plus en Suisse. On s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts... Notre pays devient étroit, bruyant et gris. Le développement de l'agglomération zurichoise d'Opfikon-Glattbrugg est un bon exemple représentatif de centaines de communes à travers toute la Suisse :



En haut : Opfikon-Glattbrugg en 1960
En bas : Opfikon-Glattbrugg en 2022



Il est très hypocrite que la gauche rose-verte occulte systématiquement ces effets négatifs de l'immigration sur la nature et l'environnement, car s'il s'agissait vraiment pour elle de faire quelque chose pour ménager les ressources naturelles, elle devrait depuis longtemps déjà lutter résolument contre l'immigration de masse.

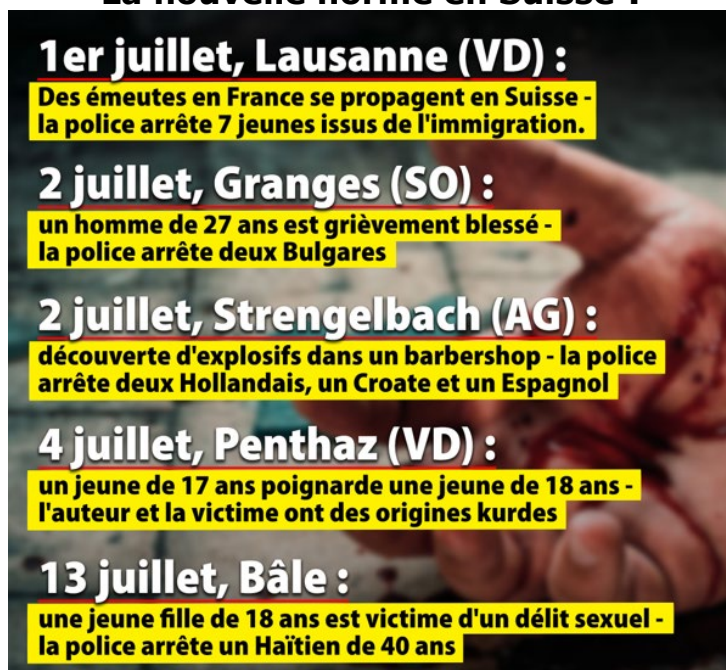
6. Criminalité importée et non-application de l'expulsion des criminels étrangers

La criminalité en Suisse mérite un chapitre à part entière, car elle est en grande partie importée. Il ne se passe pas un jour sans que des criminels étrangers ne fassent la une des journaux.

Une étude de l'université de Zurich publiée en novembre 2022 montre que les classes de secondaire 2 connaissent une augmentation sans précédent des agressions sexuelles sur les filles. Selon le directeur de l'étude, cela est dû au « milieu à faible niveau d'éducation et à forte composante migratoire ».⁴⁶ Cela découle d'un « problème migratoire ».⁴⁷

Récemment, on apprenait qu'un père de famille kosovar et ses quatre fils étaient jugés pour avoir maltraité pendant 16 ans quatre femmes originaires du Kosovo. Les accusés doivent répondre, entre autres, de traite d'êtres humains, de mariage forcé, de coups et blessures, de contrainte, de viol et d'actes sexuels avec des enfants.⁴⁸ A Bâle, une série de viols sème la terreur parmi les femmes⁴⁹ ; là aussi, les auteurs sont des étrangers.

La nouvelle norme en Suisse ?



⁴⁶ [www.nebelspalter.ch/kriminologie-zu-jugendgewalt- das-liegt-am-bildungsfernen,-migrantisch-gepraegten-milieu](https://www.nebelspalter.ch/kriminologie-zu-jugendgewalt-das-liegt-am-bildungsfernen,-migrantisch-gepraegten-milieu)

⁴⁷ 20minutes <https://avenue.argusdatainsights.ch/Monitoring/Article/HtmlClippingDirect?artikelId=332111888> ((Hier Direktlink, auch folgend))

⁴⁸ 20minutes [unter](#)

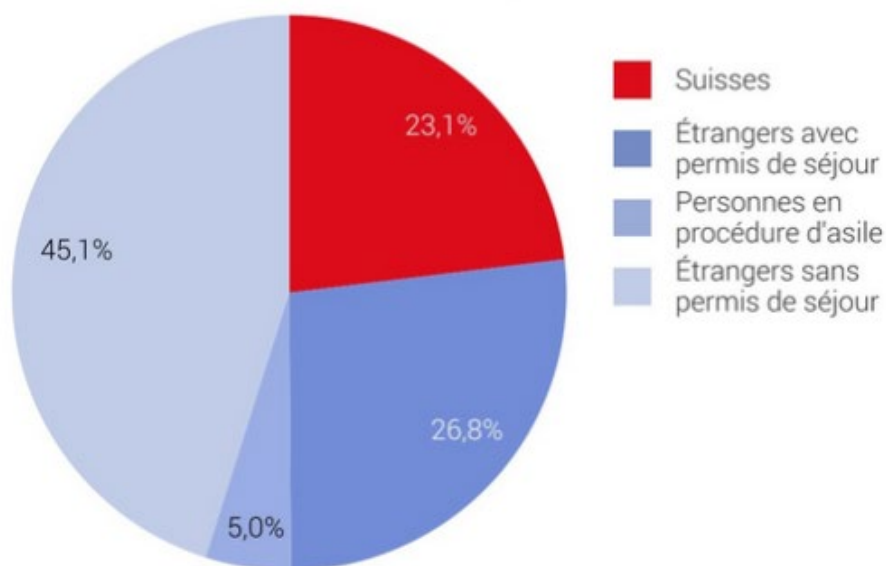
<https://avenue.argusdatainsights.ch/Monitoring/Article/HtmlClippingDirect?artikelId=331636449>

⁴⁹ <https://www.blick.ch/schweiz/basel/vergewaltigte-frau-25-an-der-landkronstrasse-in-basel-anderes-opfer-36-spricht-ihr-mut-zu-ich-kann-gut-nachfuehlen-was-sie-jetzt-durchmacht-id18014351.html>.
<https://www.bazonline.ch/ihre-schreie-waren-so-schriell-da-wusste-ich-dass-etwas-nicht-in-ordnung-ist-196933293779>

L'impression donnée par les exemples à compléter à volonté est corroborée par les statistiques : la Suisse a un problème non résolu avec la criminalité des étrangers ; ces derniers sont surreprésentés de manière fulgurante dans les statistiques de la criminalité. Ainsi, 7 détenus sur 10 ont un passeport étranger.⁵⁰

Personnes en détention provisoire et pour des motifs de sûreté, en 2023

Selon la nationalité et le statut de séjour



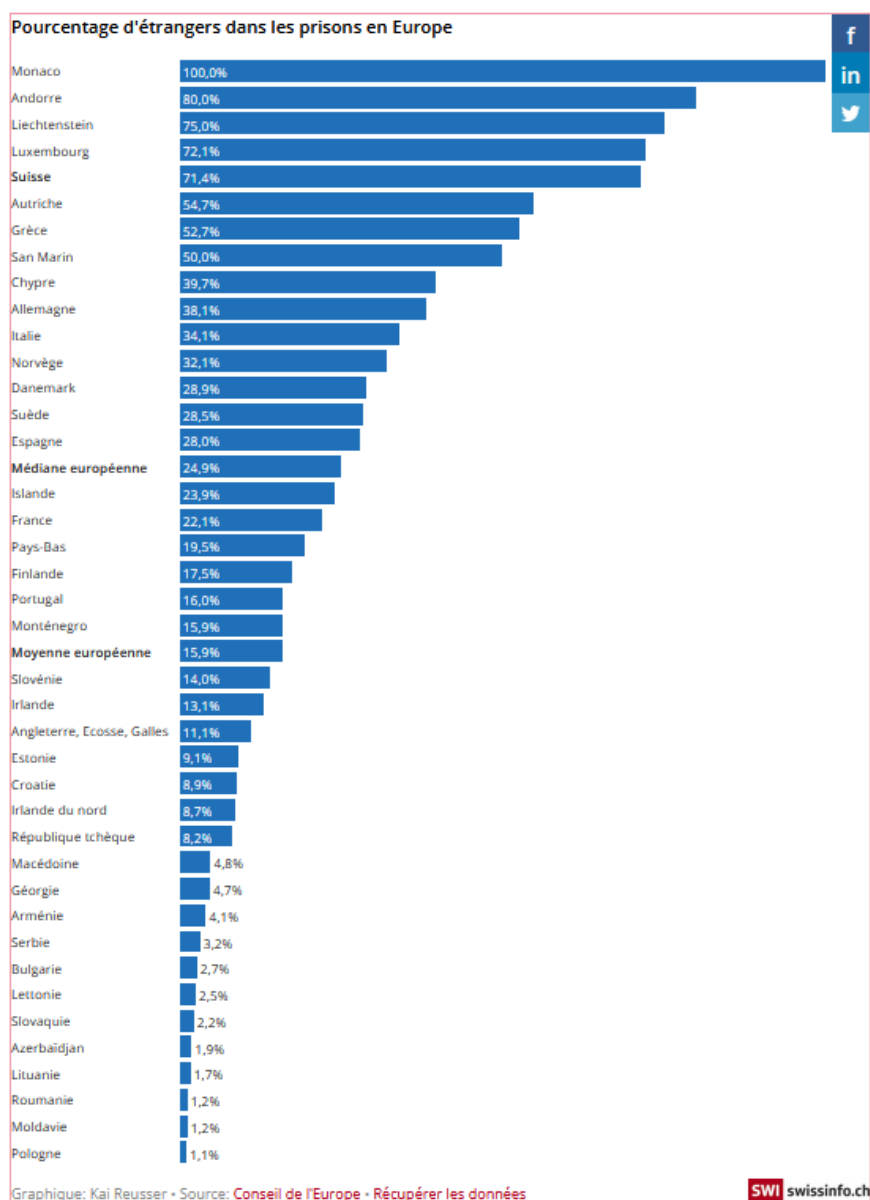
État de la banque de données au 22.03.2023

Source: OFS – Statistique de la privation de liberté

© OFS 2023

Parmi les pays de plus d'un million d'habitants, la Suisse occupe la première place négative en Europe avec plus de 70% d'étrangers parmi les détenus.

⁵⁰ https://www.swissinfo.ch/ger/gesellschaft/-lebeninderschweiz_warum-sind-7-von-10-haeftlingen-in-der-schweiz-auslaender-/44892974



Une disproportion flagrante apparaît également au niveau des personnes inculpées selon le code pénal (CP). En 2021, sur les 67'286 prévenus de la population résidante permanente, 40'810 étaient suisses et 26'476 étrangers.⁵¹ (Notez bien que la proportion d'étrangers en Suisse est d'environ 25%). A cela s'ajoutent d'autres prévenus étrangers, à savoir 2'295 demandeurs d'asile et 12'003 personnes de la catégorie « autres étrangers ». Si l'on additionne ces chiffres, on obtient 40'774 prévenus étrangers, soit pratiquement autant que de Suisses.

Le rapport est encore plus net pour les condamnés (adultes). Sur un total de 88'175 personnes condamnées en 2021, 38'175 étaient suisses (y compris les personnes naturalisées) et 50'000 étaient étrangères (population résidante étrangère sans asile 23'556 ; autres étrangers 26'444).

⁵¹ « Code pénal (CP) : Personnes prévenues selon le sexe, l'âge, le statut de séjour et la nationalité », OFS

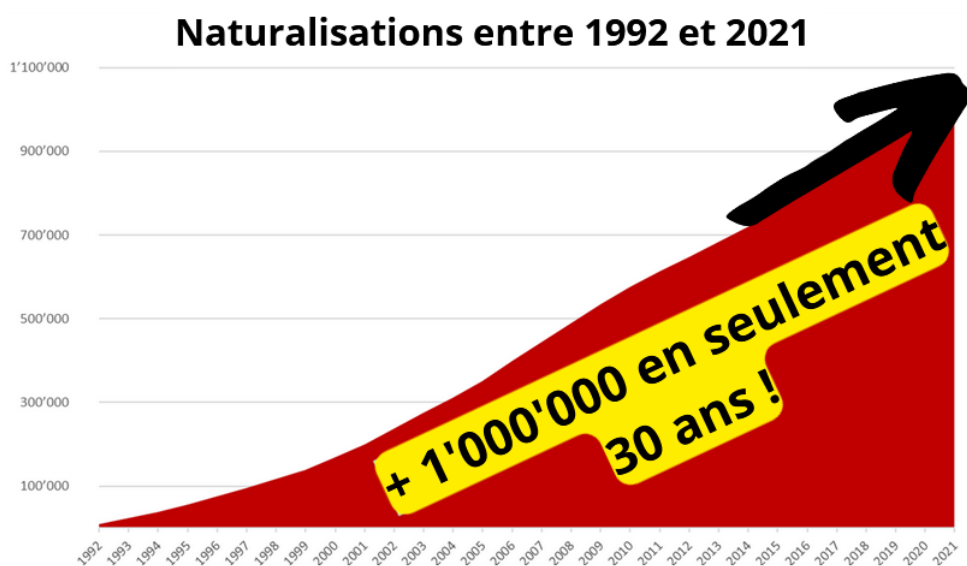
Les chiffres et les faits parlent donc clairement : les actes criminels en Suisse sont en grande partie et de manière totalement disproportionnée le fait d'étrangers. Les responsables sont aussi bien les touristes criminels et les requérants d'asile, qui profitent de l'ouverture des frontières, que les étrangers établis ici.

Que font les autres partis et les juges contre la criminalité étrangère galopante ? **Rien du tout.** Le peuple a accepté l'initiative de l'UDC sur le renvoi en 2010 et les politiciens ont promis une mise en œuvre « conséquente ». Mais c'est le contraire qui s'est produit : l'initiative a été affaiblie et les tribunaux se moquent de la volonté du peuple et de la Constitution. « 8 étrangers criminels sur 10 résidant en Suisse peuvent rester alors qu'ils devraient être expulsés », écrivait la *NZZ*.⁵² Les criminels étrangers en Suisse ne seraient « pratiquement pas expulsés ». La politique et la justice se rendent ainsi complices de la persistance d'une forte criminalité étrangère, sans compter les coûts faramineux que les criminels étrangers occasionnent dans l'exécution de la justice.

A cela s'ajoute le fait que le système judiciaire suisse est complètement dépassé et que les peines n'ont que peu d'effet dissuasif si aucun jugement n'est prononcé pendant des années ou si des mesures de cûlinothérapie gauche-verte sont prescrites.

6.1 Stopper les naturalisations de masse

Alors que les médias reprennent volontiers le mantra de la gauche selon lequel la naturalisation suisse est l'une des plus exigeantes au monde, les chiffres parlent d'eux-mêmes : notre petit pays naturalise chaque année environ 40 000 personnes. Ainsi, au cours des trente dernières années, plus d'un million de personnes sont passées par la naturalisation - soit un habitant sur neuf de notre pays !⁵³



⁵² <https://www.nzz.ch/acht-von-zehn-taetern-duerfen-bleiben-ld.1626426?reduced=true>

⁵³ Naturalisations depuis 1987, 2023, SEM. Graphique, représentation propre

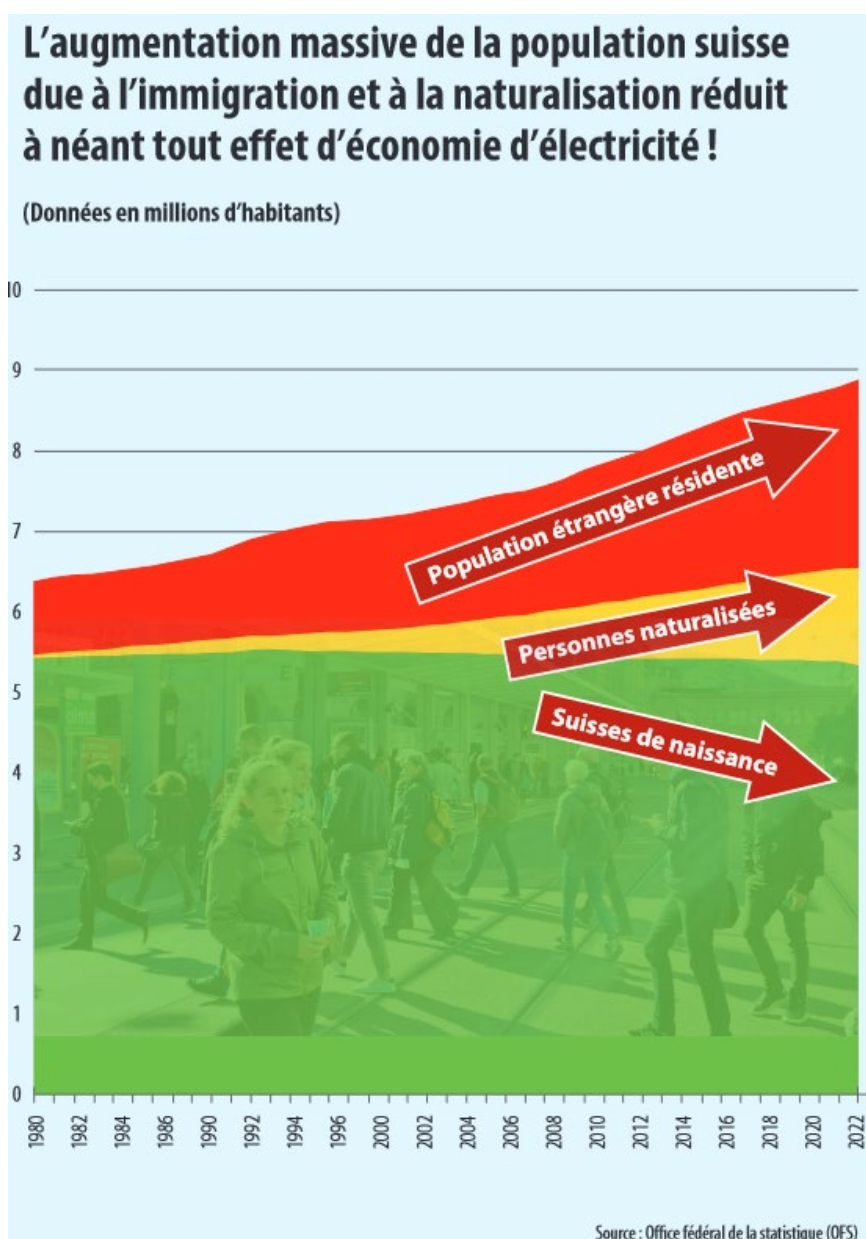
Année	Nombre de naturalisations
1987	7'552
1988	7'595
1989	7'718
1990	6'183
1991	5'872
1992	10'203
1993	12'902
1994	15'258
1995	17'453
1996	20'077
1997	19'460
1998	21'705
1999	21'698
2000	30'452
2001	30'075
2002	38'883
2003	37'070
2004	36'957
2005	39'753
2006	47'607
2007	45'042
2008	45'309
2009	44'957
2010	40'407
2011	37'894
2012	35'060
2013	36'292
2014	35'187
2015	42'703
2016	42'974
2017	46'060
2018	44'141
2019	42'050
2020	35'191
2021	37'647
2022	41'890
TOTAL	1'087'277

Source : Naturalisations depuis 1987, SEM.

Cette ruée vers le passeport à croix blanche pose plusieurs problèmes, qu'il s'agisse de la définition de l'identité suisse, de l'élaboration des critères de naturalisation ou de l'avenir de la démocratie directe, ce d'autant plus que certains cantons naturalisent à tout-va et offrent le passeport comme s'il s'agissait d'un prospectus : le canton de Zurich a prononcé à lui seul un quart de toutes les naturalisations en 2022, le canton de Vaud a attribué

16% de tous les nouveaux passeports, soit presque deux fois plus que sa part proportionnelle à la population suisse.⁵⁴

On peut douter de la qualité de la pratique de naturalisation lorsque les « Suisses » naturalisés ont besoin d'un traducteur pour se rendre à l'administration ou au tribunal et que ces frais doivent être pris en charge par le contribuable. Si une personne ne dispose pas de connaissances suffisantes d'une langue nationale pour s'entretenir avec l'administration, comment peut-on affirmer que de telles personnes sont en mesure de s'informer suffisamment lors de votations et d'élections ou qu'elles sont suffisamment intégrées dans la société ?



⁵⁴ Sélection d'indicateurs en comparaison régionale, 2021, cantons, OFS

7. Quid des autres partis ?

Le PS et les Verts veulent accueillir des centaines de milliers de « réfugiés de crise » et de « réfugiés climatiques » du monde entier. La conseillère fédérale socialiste et cheffe de la justice Elisabeth Baume-Schneider a inauguré une nouvelle culture d'accueil pour les demandeurs d'asile : elle est convaincue que la Suisse peut accueillir tous les demandeurs d'asile qui arrivent sur son territoire. Elle veut en outre offrir un toit à tous les demandeurs d'asile, bien que sa propre population soit confrontée à une pénurie de logements. A la question de savoir quelles personnes la Suisse doit accueillir et financer avec l'argent des contribuables, le PS a une réponse simple : tous ! « Il faut donc, dans le droit d'asile suisse, une égalité de traitement juridique pour toutes les personnes fuyant les crises et les guerres, indépendamment de leur origine géographique (« besoin de protection plutôt qu'origine »), et donc la création d'un nouveau statut « d'admission humanitaire ». Le président du parti Cédric Wermuth explique ensuite immédiatement comment ces étrangers doivent être intégrés : comme objectif intermédiaire, tous les étrangers doivent obtenir le droit de vote et ensuite le droit de cité.

Pour la vice-présidente du groupe et conseillère nationale Samira Marti : Tous les étrangers qui sont en Suisse depuis plus de 10 ans et qui ont toujours bénéficié de l'aide sociale doivent obtenir un droit de séjour permanent. L'ancien parti ouvrier veille à une immigration directe dans l'Etat social pour les personnes qui vivent sur le dos de la population active.

Papier de position du groupe parlementaire PS

Selon décision de la séance de groupe préparatoire du 2 septembre 2022, p. 2.

«Un traitement humain de tous les déplacés de guerre en Suisse est possible et nécessaire. Les déplacés de guerre d'Alep en Syrie sont tout autant menacés par les bombes du régime russe que les déplacés de guerre des villes et villages ukrainiens, et donc méritent tout autant protection. Il en va de même par exemple des personnes fuyant le régime de terreur des Talibans en Afghanistan. C'est pourquoi il faut une égalité de traitement juridique pour toutes les personnes fuyant les crises et la guerre, indépendamment de leur lieu d'origine («besoin de protection plutôt qu'origine») et donc la création d'un nouveau statut «protection humanitaire».

«Traitement égal de toutes les personnes fuyant la guerre indépendamment de leur origine géographique»

Ce que le PS demande concrètement:

- Protection humanitaire de tous les déplacés de guerre et de crise;
- Même aide sociale que les Suisses;
- Regroupement familial sans délai d'attente;
- Pas de limitation de la liberté de voyager;
- Permis de séjour après 5 ans.

Cela signifie: paradis de l'asile en Suisse pour tous.

Centaines de milliers de nouveaux migrants de l'asile.

Les Verts demandent quant à eux avec insistance un « statut de réfugié » pour « les personnes qui ont fui en raison de catastrophes naturelles liées au changement climatique. » Selon leurs propres données, 140 millions de personnes dans le monde seraient potentiellement concernées par le statut de réfugié (climatique).⁵⁵ La promotion de l'immigration de masse est également un programme officiel : « La liberté de s'installer dans n'importe quelle région (du monde) devrait être un droit humain. »⁵⁶ Selon la volonté des Verts, les non-ressortissants de l'UE doivent être mis de facto sur un pied d'égalité. Concrètement, il s'agit de créer, en complément des réfugiés climatiques, un régime d'accueil collectif pour les sans-papiers, des règles de naturalisation facilitées, la suppression du « modèle raciste à deux cercles », des droits politiques pour les étrangers et un accueil généreux des « réfugiés de la violence ».

⁵⁵ Motion 22.3092 Un statut de réfugié pour les victimes du climat ; rejetée par 124 voix contre 68.

⁵⁶ <https://verts.ch/societe/migration-et-integration/permestre-la-migration-favoriser-lintegration-protoger-les-refugies>

8. Conclusions et revendications

Les chiffres et les faits le prouvent : la Suisse a un problème avec les étrangers. La responsabilité incombe à la politique erronée et irresponsable de la majorité de centre-gauche du Parlement fédéral. La non-application des initiatives votées par le peuple pour une immigration modérée et le renvoi des étrangers criminels ne fait qu'aggraver cette situation toujours plus intenable ; nous avons perdu la maîtrise et le contrôle de la migration. Résultat : beaucoup trop d'étrangers viennent et ce ne sont pas les bons.

La population de notre petit pays explose, nous nous dirigeons à toute allure vers une Suisse de 10 millions d'habitants. Au lieu d'aller chercher de manière ciblée la main-d'œuvre qualifiée dont notre économie a besoin, la Suisse est envahie par des travailleurs bon marché, des personnes venues en famille, des demandeurs d'asile, des profiteurs de l'asile et des criminels. Les travailleurs indigènes du Tessin et de Suisse romande ainsi que les personnes de plus de 50 ans, qui ont du mal à réintégrer le marché du travail lorsqu'ils perdent leur emploi, en souffrent particulièrement.

La croissance de l'économie suisse manque de qualité. Les chercheurs en conjoncture prévoient même une récession par habitant pour l'année en cours - une tendance qui se dessine depuis le début de la libre circulation des personnes. L'individu ne profite quasiment pas de la croissance globale de l'économie, qui est péjorée par l'immigration incontrôlée. Les bénéficiaires de l'immigration de masse sont les immigrés eux-mêmes, mais pas les Suisses. Il reste à ces derniers la tâche ingrate de financer la caisse de chômage et les œuvres sociales avec leurs cotisations et leurs impôts tandis que les étrangers nouvellement arrivés et installés se servent copieusement dans les caisses de l'Etat. Le renoncement incompréhensible et contraire à la volonté populaire à la gestion de la migration conduit à une immigration dans l'Etat social et pousse les coûts à des hauteurs qui ne sont pas finançables à long terme.

Concernant le deuxième grand volet des flux migratoires vers la Suisse (l'asile), le bilan est également désastreux : il règne un véritable chaos en la matière : de l'identité dissimulée des candidats à l'asile à la composition sociale (généralement de jeunes hommes issus de cultures difficiles à intégrer), en passant par les lacunes en matière d'exécution et de renvoi, jusqu'au fait que la majeure partie des réfugiés reconnus ne sont pas autonomes et vivent de l'aide sociale.

Nous ressentons au quotidien tous ces effets négatifs de l'échec de la politique migratoire de centre-gauche. Il est donc grand temps de renverser la vapeur et de mettre un terme à la détérioration insidieuse des conditions de vie due à une immigration démesurée. L'immigration ne doit pas nuire à la Suisse, mais enfin lui apporter à nouveau des avantages ! Pour atteindre cet objectif et résoudre le problème des étrangers, l'UDC formule les exigences suivantes :

... dans le domaine de la migration en général :

- La Suisse doit à nouveau gérer l'immigration de manière autonome. La décision populaire correspondante doit enfin être prise au sérieux.
- Lancement de l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions » (initiative pour la durabilité)⁵⁷
- Les étrangers criminels et les résidents illégaux doivent être expulsés de manière conséquente et conformément à la volonté du peuple.
- Celui qui vient en Suisse doit pouvoir subvenir à ses besoins, s'intégrer et respecter l'ordre juridique, les mœurs et les coutumes locales.
- Celui qui ne veut pas subvenir à ses besoins doit quitter le pays. Le principe « Du travail plutôt que de l'aide sociale » doit primer.
- Le regroupement familial doit être limité.
- Les prestations sociales pour les immigrés doivent être limitées afin que nous puissions stopper l'immigration vers l'État social.
- Si la dépendance des étrangers vis-à-vis de l'aide sociale dure plus de 2 ans, le permis de séjour doit être retiré.
- Aucune aide sociale ne doit être versée à des personnes qui ont fait l'objet d'une décision de renvoi exécutoire et qui ont dû quitter la Suisse depuis longtemps.
- L'économie suisse doit pouvoir embaucher sans bureaucratie des spécialistes étrangers confirmés, même ceux qui ne font pas partie de l'UE. Ici aussi, pas d'ouverture en masse : nous voulons les meilleurs.
- L'intégration doit relever de la responsabilité personnelle des immigrés. L'UDC combat l'inflation de mesures d'intégration étatiques coûteuses aux frais du contribuable et la naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale.
- Celui qui devient criminel dans les 5 ans suivant sa naturalisation doit se voir retirer sa nationalité suisse.
- La naturalisation ne doit plus être facilitée.
- Le droit de vote et d'éligibilité doit rester réservé aux Suisses, il ne doit pas y avoir de facilités pour les étrangers à cet égard.
- Le Conseil fédéral doit soumettre au Parlement les accords internationaux en matière de politique de migration et de réfugiés sous forme de décisions ordinaires soumises au référendum.

⁵⁷ <https://www.udc.ch/actualites/publications/exposes/pourquoi-une-initiative-pour-la-durabilite/>

... dans le domaine de l'asile⁵⁸:

1. Création de centre de protection et d'enregistrement à l'étranger

Le Conseil fédéral doit immédiatement examiner les scénarios permettant de délocaliser les procédures d'asile à l'étranger et de créer sur place des centres d'aide et de protection. Des coopérations avec des pays comme la Grande-Bretagne, l'Autriche ou le Danemark doivent être examinées en détail.

2. Protéger les frontières, créer des zones de transit

Afin de prévenir les entrées illégales, il convient de créer des zones de transit dans lesquelles les demandeurs d'asile peuvent déposer leur demande. Les règles doivent être communiquées de manière claire et précise. A l'avenir, les demandes d'asile ne doivent plus pouvoir être déposées qu'à la frontière, dans une nouvelle zone de transit (similaire aux aéroports, par exemple).⁵⁹ Les requérants d'asile ne se trouveront alors pas directement sur le sol suisse et pourront, en cas de décision négative, être immédiatement renvoyés dans le pays depuis lequel ils voulaient entrer en Suisse.

3. Exécuter immédiatement les rapatriements et les expulsions

Nos règles s'appliquent à tous : les lois dans le domaine de l'asile et de la migration doivent être strictement appliquées. Celui qui n'a pas de droit de séjour doit quitter la Suisse, sans condition.

4. Réorienter l'aide au développement et lutter contre les passeurs et trafiquants d'êtres humains

L'aide suisse au développement doit être réorientée et entièrement mise au service de la politique migratoire ; c'est la seule façon de lutter contre les passeurs, la traite des êtres humains et le crime organisé. La coopération avec les pays en développement doit être systématiquement subordonnée à leur volonté de réadmettre leurs citoyens.

- Le sens et l'esprit de la loi sur l'asile doivent enfin être respectés : seules les personnes persécutées pour des raisons politiques dans leur pays d'origine peuvent obtenir l'asile. Les profiteurs de l'asile, les migrants et réfugiés économiques doivent être renvoyés de manière conséquente afin que les personnes réellement persécutées puissent être aidées.
- Des centres d'accueil et de protection doivent être créés à l'étranger
- La protection et les contrôles aux frontières doivent être renforcées, notamment par la création de zones de transit.

⁵⁸ Document de fond de l'UDC Suisse sur l'asile, janvier 2023 :

https://www.udc.ch/wp-content/uploads/sites/2/230131_Migrationspapier-F.pdf

⁵⁹ Vgl. hierzu die Motion 22.4397, Glarner Andreas: Schaffung von Transitzone zur Durchführung sämtlicher Asylverfahren gemäss Artikel 22 AsylG, 14 décembre 2022

- Les rapatriements et expulsions doivent être immédiatement exécutés.
- Afin de réduire l'attractivité de la Suisse en tant que destination d'asile, les prestations de soutien aux demandeurs d'asile et aux réfugiés doivent être sensiblement réduites.
- Les demandeurs d'asile déboutés ne doivent plus recevoir que le minimum vital.
- Les soi-disant « sans-papiers » ne séjournent pas seulement illégalement en Suisse, mais ne paient pas non plus d'impôts. Les personnes appréhendées qui n'ont pas de permis de séjour doivent être expulsées.
- Les demandeurs d'asile, les « sans-papiers » et les personnes admises à titre provisoire doivent être assurés dans une caisse maladie séparée avec un catalogue de prestations de base réduit.
- Il faut agir de manière conséquente contre les collectivités suisses qui veulent contourner le droit fédéral. Toutes les tentatives de légitimer la présence de résidents illégaux par l'octroi de *city cards*, de prestations publiques ou d'accès aux hautes écoles sont contraires au droit fédéral en vigueur.
- L'accord de Dublin doit être appliqué sans condition, de sorte que les personnes provenant de pays tiers sûrs ne puissent plus bénéficier d'une procédure d'asile.
- Les personnes qui ne peuvent pas prouver leur identité ou qui trompent les autorités sur leur véritable identité doivent être exclues du processus d'asile.
- Les demandeurs d'asile qui commettent des délits doivent être exclus de la procédure d'asile et immédiatement expulsés.
- Les réfugiés qui se rendent dans leur pays d'origine (pour les vacances, par exemple) doivent être privés de leur droit de séjour en Suisse.
- Pour les réfugiés de guerre, la priorité doit être donnée à l'aide sur place.